

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 SEPTEMBRE 1977 - N° 498

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Crise gouvernementale en Espagne



Suarez a dû, vendredi soir, écourter sa tournée en Europe. Son parti, l'Union démocratique du centre, créé pour les élections n'aura pas passé l'été. Ses ministres n'arrivent pas à s'entendre pour élaborer un plan économique pour faire payer la crise aux travailleurs et pour résoudre le problème de l'autonomie de la Catalogne. Certains envisagent de faire appel à la collaboration du PSOE. Mais il est probable que le parti de Gonzalez n'entend pas se compromettre dans la situation actuelle.

(Voir p.9)

Marchais et Mitterrand insistent sur leurs divergences

FEU ROULANT AVANT L'ARMISTICE

La polémique entre le PS et le PCF, qui sévit maintenant depuis plusieurs mois, approche du dénouement temporaire que constitue le prochain sommet de la gauche, prévu normalement à la mi-septembre.

Devant ces échéances précises, le PCF s'est fait plus pressant : sentant que le PS ayant pour lui un rapport de force favorable, ne cédera pas sur les divergences fondamentales, Marchais prépare ses troupes aux désillusions d'après 78 ; il peut accuser ainsi le PS de préparer une alternative à la portugaise, n'excluant donc pas d'être rejeté du pouvoir après la victoire. Le PS en répondant évasivement à cette attaque, évite ainsi des engagements trop fermes.

Au stade actuel, il semble donc que l'on aille vers un compromis au sommet qui sera en faveur du PS. Cela réduit d'autant la marge de manœuvre du PCF, pour lequel le nouveau programme commun risque de donner moins de latitude qu'il ne le souhaitait au départ pour mettre en œuvre son projet de capitalisme d'État. Il est à prévoir que cette polémique se poursuivra cette semaine, jusqu'à la trêve pré-électorale.

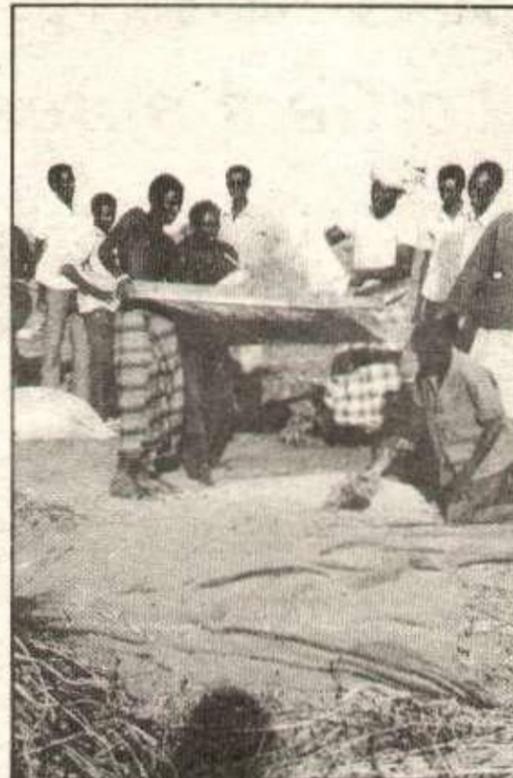
St Nabord (Vosges)

MONTEFIBRE : L'USINE AU RALENTI

La lutte pour la réintégration reste à l'ordre du jour

Les actionnaires de Montefibre, réunis vendredi à Paris, ont statué sur le sort des 1 039 ouvriers vosgiens menacés de chômage depuis le 13 juillet. Toujours décidés à interrompre la fabrication des fibres synthétiques, ils laisseront l'usine tourner au ralenti en attendant qu'un autre groupe capitaliste reprenne l'affaire. Dans cette attente, Montefibre ne consentira à employer que 152 ouvriers. Tous les autres, qui étaient « interdits d'usine » par la direction depuis quelques semaines, sont donc considérés de fait comme déjà licenciés. Cela arrangerait sans doute les affaires d'une autre firme italienne qui, dit-on accepterait de reprendre l'usine avec un effectif fortement amputé...

Prévenus de ces menaces, qui continuent de peser sur eux, les ouvriers de Montefibre auront alerté la population vosgienne venue les soutenir au cours de la journée « portes ouvertes » samedi. C'est lundi 5 septembre qu'ils décideront la manière dont ils entendent poursuivre la lutte pour qu'aucun d'eux ne soit jeté à la rue.



Dijon : les cheminots en grève

Las de devoir supporter une politique constante de réduction des effectifs, les cheminots du service exploitation de Dijon se sont mis en grève pour 24 heures samedi. Mais la colère couve dans tous les dépôts et chantiers SNCF. Une grève nationale est envisagée contre la perspective de suppression de 10 000 emplois prévue par l'Etat-patron.

Raid sioniste au Sud-Liban

Des troupes sionistes, appuyées par l'artillerie de l'autre côté de la frontière, ont effectué un raid sur deux villages frontaliers, Yaroun et Meis El Jabal. Ils ont kidnappé 16 personnes, les emmenant en territoire sioniste pour les interroger. Une partie aurait été relâchée.

Magasins libres-sérvices

Un couple de détectives privés allemands, chargé de la surveillance, a contraint dans un grand magasin lyonnais du centre Part-Dieu, une cliente qu'ils soupçonnaient, à se déshabiller et ils l'ont passé à la fouille. La cliente a porté plainte.

(Voir p.5)

Répression psychiatrique

Le congrès mondial des psychiatres a condamné de justesse les prisons psychiatriques de Brejnev. Mais les psychiatres occidentaux ont évité de mentionner la répression psychiatrique en Afrique du Sud et en Amérique Latine. En France, la loi de 1838 nous met sous la menace permanente d'un internement arbitraire.

(Voir notre dossier p.8 et 9)

REPORTAGE

Le Gers après les inondations

Une plaie ouverte

-1-

Deux mois après les inondations catastrophiques du 8 juillet, le Gers n'a pas fini de panser ses plaies. Si Auch a retrouvé une physionomie presque normale, si les voies ferrées ont été remises prioritairement en état, les travaux de réfection de routes ne sont pas terminés, certaines sont même interdites à la circulation : beaucoup de ponts ont été emportés par les rivières en crue. Plus grave, la reconstruction des maisons détruites par les eaux est au point

Castéra Verduzan -

Dans la rue principale du village, des inscriptions «danger» couvrent les façades qui tiennent encore debout et des barrières interdisent l'accès aux maisons qui risquent de s'écrouler. Trouant la ligne continue des façades, un grand espace : une vieille maison s'est effondrée ; seules quelques pierres en signalent encore la trace. Par les ouvertures béantes, on contemple un spectacle de désolation : appartements dévastés, plafonds crevés, planchers éventrés. La vue n'est pas arrêtée par des murs, mais par les arbres qui bordent l'Auloue, toute proche, la rivière qui traverse Castéra. C'est que la rue a été transformée en décor de cinéma : les façades donnant sur la rue ont tenu parce que, exposées au sud, elles possèdent beaucoup d'ouvertures. L'eau boueuse a pu s'engouffrer sans trop de peine, mais arrivée au fond des pièces, elle a rencontré les murs donnant au nord. Faute d'ouvertures, l'eau a exercé une pression énorme, les troncs d'arbres qu'elle roulait ont fait office de béliers et les murs ont cédé. Derrière la façade, il n'y a plus rien, sinon des ruines.

Seul l'établissement

Une véritable vague

Par sa soudaineté et sa brutalité, la crue de l'Auloue a littéralement pris par surprise les habitants. «On ne s'y attendait pas, on n'avait jamais vu ça» : une vague venant de la vallée de l'Auloue, qui s'est jetée de plein fouet contre le village. Les pluies violentes avaient bien fait monter le niveau de l'Auloue, mais ce n'était pas encore très inquiétant. Brusquement, elle s'est trouvée gonflée par la convergence de plusieurs ruisseaux en amont transformés en torrents.

Mais surtout, des collines environnantes, c'étaient d'énormes masses d'eau qui ruisselaient et qui donnaient toute sa violence à la crue.

Secours un par un

Les pompiers locaux se sont trouvés complètement désarmés. Appelés le matin par une institution pour enfants située en amont de Castéra, qui commençait à être inondée, ils croyaient avoir à vider une

thermal, qui se dresse, massif, au milieu d'une sorte de cuvette naturelle, n'a pas trop souffert, du moins dans ses structures extérieures. L'intérieur, refait à grands frais il y a quelques mois, a été sac-cagé, d'autant que les eaux ont pu s'accumuler autour du bâtiment : la seule possibilité d'évacuation, une sorte de petit tunnel passant sous la route, avait été rebouché pendant les travaux...



Bernard, un jeune artisan électricien de Castéra, habite à côté des thermes. Il a eu à peine le temps de rentrer chez lui que déjà l'eau battait les murs. «Bientôt, j'ai vu partir au fil de l'eau des objets qui se trouvaient dans mon garage. Je l'avais pourtant fermé. J'ai fini par comprendre que c'était l'eau qui petit à petit faisait monter le portail du garage ! Malgré les pluies incessantes, on ne s'imaginait pas que l'eau pourrait monter à ce point. En décembre, on avait déjà été inondés : il y avait dix centimètres dans l'appartement. Cette fois, l'eau est montée de 2,60 mètres ! Je suis resté bloqué 12 heures dans ma maison».

cave, tout au plus. En fait, sur le chemin leur camion s'est brutalement retrouvé cerné par les eaux. Pendant plusieurs heures, deux pompiers ont attendu, juchés sur le toit de la cabine. Le plus âgé a fini

mort. Une manifestation des sinistrés s'est tenue ce vendredi à Auch : les indemnités sont largement insuffisantes, Barre en visite à Auch le vendredi 26 août, l'avait confirmé. Et leur versement se fait attendre.

Castéra-Verduzan petite commune de sept cent trente habitants a été parmi les plus touchées. Elle porte encore témoignage de la violence des eaux.

Reportage de Claude ANCHER

par gagner à la nage un arbre proche. C'est là qu'il fut secouru par hélicoptère. Le deuxième n'y est pas arrivé, il s'est noyé avant le retour des sau-

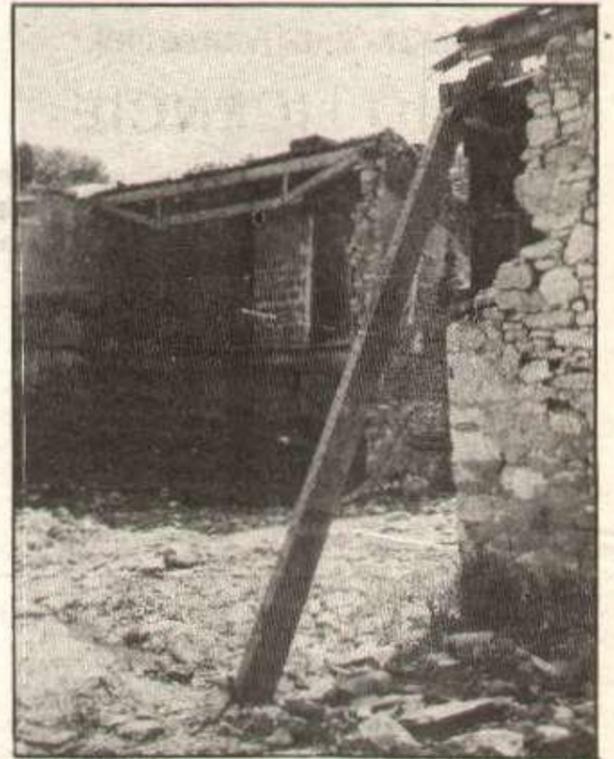
Une solidarité spontanée

Hébergés sur place par les amis, les connaissances, les sinistrés se trouvaient après la décrue devant un immense travail de déblaiement. Immédiatement, des centaines

veteurs. Le seul hélicoptère de secours ne prenait en effet qu'une personne à la fois. Surtout, pour s'approvisionner en carburant, il lui fallait retourner à Agen : un aller-retour d'une heure ! Alors qu'un équipement convenable des petits aérodromes de la région aurait permis un gain de temps appréciable.

eut quotidiennement quinze cents bénévoles.

De son côté, l'armée envoyait soixante soldats sur place. Bernard évoque en souriant leur «appui logistique» : «Ils ne sont



sauveteurs. Quand ils les ont déballés, ils se sont rendus compte qu'il manquait la moitié des pièces pour monter les fameux fourneaux ! Enfin, ils ont été installés. Je dois dire que grâce aux dons innombrables, on a pu faire de vrais repas pendant trois semaines. On était

vraiment privilégiés : à Auch, il n'y avait que des distributions de sandwiches. Mais les soldats ont été maintenus à l'écart de la population : leur travail était centré sur le dégagement des espaces communaux : écoles, thermes... De plus, leurs effectifs ont été renouvelés.

L'aide du PCF : une opération publicitaire

Les sinistrés de Castéra ont le sentiment d'avoir vécu pendant tous ces jours une réelle fraternité populaire dans un travail collectif où étaient oubliées les petites querelles, les conflits mineurs qui séparent parfois les habitants du village. Aussi, n'ont-ils guère apprécié la façon dont le PCF a affiché son aide.

Envoyant un camion de viande à Castéra, la fédé-

ration de Haute-Garonne du PCF a pris soin de l'«estampiller» au moyen d'une énorme affiche indiquant l'origine du don. Le PCF a rapidement organisé des équipes de militants qui, tout en travaillant, faisaient comprendre aux sinistrés que le PCF était là pour prendre en charge leurs demandes d'indemnités : la pelle d'une main, la

Rien n'a été fait pour permettre aux sinistrés de prendre leurs affaires en main, de discuter tous ensemble de leurs problèmes. Des barèmes pour les remboursements ont été établis par des commissions municipales, sans consultation large ; résultat : ils ne satisfont personne. La division s'installe, chaque sinistré s'estimant défavorisé par rap-

port aux autres sur le taux d'indemnisation. A Auch, c'est encore plus flagrant que dans les petites communes : personne ne sait ce que devient son dossier. Aux semaines de solidarité populaire, de travail en commun, ont succédé les mois d'attente dans l'incertitude. Les rouages lents et pesants de l'administration ont repris le dessus.

DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES QUI N'EXPLIQUENT PAS TOUT

Les inondations de juillet sont les plus catastrophiques qu'aient connues le Gers. A Auch, l'eau est montée d'un mètre cinquante au-dessus du niveau atteint par les crues de 1897, pourtant considérées comme exceptionnelles (crues dites «centenaires»). Pour expliquer une telle ampleur, une hypothèse a été avancée : ce serait le remembrement qui par les déboisements, les arrachages de haies inconsidérés serait le principal responsable. De fait, le remembrement tel qu'il est souvent pratiqué par l'administration entraîne un ruissellement excessif. Mais, au moins pour le Gers, cette explication ne paraît pas tenir. Les remembrements ont porté sur 31 000 hectares soit le vingtième

seulement de la surface du département. Castéra-Verduzan a été la plus touchée : or, dans la vallée de l'Auloue, il n'y a pas eu de remembrement.

Plusieurs facteurs ont contribué à provoquer la soudaine montée des eaux : en l'espace de douze heures, il est tombé sur une très grande surface environ 200 l/m². Or, les terres étaient déjà saturées d'eau : depuis septembre 1976, il n'avait pratiquement pas cessé de pleuvoir sur le Gers. En quelques heures, le débit du Gers a été mille fois supérieur au débit normal ! Cette montée brutale des rivières, et les quantités d'eau qui dévalaient des pentes, ont donné une force terrible au courant et

expliquent l'ampleur des dégâts.

Mais affirmer le caractère exceptionnel de la conjugaison de tous ces facteurs n'est pas suffisant. A Auch, par exemple, les travaux de calibrage du Gers n'ont pas été réalisés complètement, faute de crédits. La partie non calibrée a fait goulot d'étranglement : des quartiers peu touchés par les précédentes inondations ont été submergés par six mètres d'eau. A Castéra, les subventions nécessaires pour curer l'Auloue n'ont pas été accordées ; de plus, une levée de terre à l'endroit où l'Auloue fait un coude a retenu l'eau qui aurait pu s'étendre dans les champs. On voit là qu'il ne s'agit pas seulement d'argent, mais

de la manière d'aborder les problèmes de l'aménagement hydrographique. Paradoxalement, en effet, le Gers connaît à la fois des inondations fréquentes et un manque d'eau l'été. Quelques lacs collinaires ont bien été aménagés, mais ils sont peu nombreux et livrés le plus souvent aux initiatives individuelles.

N'est-ce pas pourtant dans cette voie qu'il faudrait aller ? Utiliser au mieux les ressources en eau en multipliant les réalisations de petite taille et peu coûteuses. Une démarche en somme, bien différente de celle suivie aujourd'hui, qui pose la question de la prise en main collective de l'aménagement.

LUTTES OUVRIERES

Gervais-Danone (Marseille)

RIBOUD LICENCIE

«RESTONS UNIS,
RESTONS ICI»

Les 150 travailleurs et travailleuses de Gervais-Danone massivement syndiqués à la CGT occupent leur usine. Depuis plusieurs mois, ils ont beaucoup appris sur la législation du travail qui permet à leur patron Riboud de fermer une usine même rentable pour en installer une autre plus rentable à Turin en Italie. On se souvient que le 9 mai dernier, le ministre du chômage, M. Beullac, avait accepté la fermeture et les licenciements alors que la direction départementale du travail des Bouches-du-Rhône l'avait refusée, la jugeant parfaitement injustifiée. Dans

Pour eux, le mercredi 31 août vient d'être une étape importante de leur lutte contre tous les pièges posés par leur direction pour tenter de les liquider. De la lettre de chantage (voir encart), à la vente de l'usine, Riboud et ses amis ne comptent rien leur épargner de l'arsenal des recours mis à la disposition des patrons.

Pourtant le 2 août, le tribunal des référés de Marseille avait condamné la société Gervais Danone aux dépens, et s'était déclaré incompétent pour juger les cas de 19 employés accusés par la direction d'occuper l'usine et de vouloir reprendre une production sauvage.

Sur ce dernier point, le prétexte de la direction vaut d'être connu : la production sauvage de yaourts serait dangereuse, «en l'absence de tout contrôle», pour «la santé des utilisateurs qui pourraient être tentés d'acheter et de consommer ces produits». Ce soudain souci pour la santé des consommateurs est apparu bien hypocrite.

Ne pouvant admettre la victoire des travailleurs, la société Gervais Danone a fait appel devant le tribunal de commerce d'Aix en Provence.

Sous un chaud soleil d'été, enfin revenu, les travailleurs de Gervais Danone n'étaient pas seuls, ce mercredi 31 août sur les marches du Palais de Jus-



L'intérieur de l'usine Gervais-Danone

tice. Bien que la période ne soit pas favorable à une forte mobilisation, quelques délégations CGT sont venues les soutenir : Alsthom GMP de Marseille, Thé de l'Éléphant, Shell Chimie. De son côté, l'U.D.CFDT a marqué sa solidarité par la présence d'une délégation interprofessionnelle d'une vingtaine de personnes.

LE BLUFF
DES RECLASSEMENTS

Après deux heures de joutes oratoires largement utilisées par les deux avocats de Gervais-Danone, la décision attendue est tombée : le jugement est renvoyé au mercredi 7 août.

Ce nouveau recul n'a servi qu'à renforcer les Gervais-Danone dans leur détermination à refuser d'être chômeurs ou licenciés. Comme le disait une ouvrière âgée de plus de 40 ans : «Pour nous, il n'est pas question d'arrêter l'occupation et ce n'est pas avec leurs promesses de reclassements qu'ils nous feront céder. Plusieurs d'entre nous ont eu des propositions de reclassement à Lyon et dans des villes du Nord, non seulement nous refusons mais en plus il faut voir ce qu'il y a derrière. Moi, par exemple, ils m'ont proposé un travail à Marseille pour... trois mois et dans des conditions très vagues. J'ai bien sûr refusé.»

Pour cette ouvrière, comme pour tous les autres, le maintien de l'emploi ne peut se faire que dans l'usine de Marseille et pas ailleurs, dans ce département qui compte plus de 60 000 chômeurs dont 40 000 pour Marseille !

«Nous reviendrons encore plus nombreux mercredi !», nous ont affirmé plusieurs ouvrières en envisageant des actions vitales de solidarité pour briser l'isolement et le défaitisme qu'il pourrait engendrer. Dans ce sens, un bal dans l'usine serait possible vers la mi-septembre.

Robert RIVIÈRE

UNE
MANOEUVRE
POUR LIQUIDER
LA LUTTE

Désireux de se débarrasser au plus vite de cette lutte gênante, M. Riboud n'a rien trouvé de mieux que de vendre clandestinement, le 11 août, les murs de son usine à un ex-caïd de la drogue, kidnappé le 24 mars 75, pour une rançon de 3 millions de francs et relâché quinze jours plus tard dans des conditions très obscures... il s'est depuis reconverti dans le commerce en gros !

Ce nouveau coupbas ne semble en fait n'être qu'une piètre tentative de diversion. En effet, M. André Paroutian, le «nouveau» patron, ne s'engage à embaucher que 16 personnes sur les 150, alors que le Plan d'Occupation des Sols (POS) prévoit que les terrains de l'usine Gervais Danone sont destinés à des entreprises industrielles et non commerciales, et oblige la création de 50 emplois par hectare.

Pour tous les travailleurs de Gervais Danone, la diversion ne prend pas : «Nous ne connaissons pas d'autre patron que M. Riboud, PDG de BSN-Gervais Danone», disent-ils.

Les 24 et 25 septembre

«Fête
des travailleurs»

Aux Marchis de Courcôme près de Ruffec en Charente, deux fermiers sont en lutte depuis plus de trois ans contre leur propriétaire pour conserver leur terre.

Le propriétaire des Marchis fait partie de ces privilégiés qui possèdent d'importants moyens de production, pour la plupart hérités.

A 47 ans, il décide d'arrêter de travailler et loue ses terres à Forgerit et Puygrenier.

Mais le soutien à d'autres fermiers en difficulté, la lutte contre les cumulards, et les activités syndicales des fermiers, vont détériorer les relations. Et en 1974, le propriétaire, en total désaccord avec ses fermiers, leur envoie son congé.

Aussitôt, la lutte est prise en charge par «Paysans Travailleurs», puis quelques mois plus tard, un Comité de défense est créé. Le Comité de défense, qui n'est pas hiérarchisé, regroupe des personnes de toutes tendances et de toutes professions.

Depuis plus de trois ans, le Comité de défense mène des actions pour obtenir le maintien en place des fermiers.

Il va regrouper un maximum de personnes à toutes les séances du tribunal paritaire.

En 1975, il organise une fête des travailleurs pour populariser la lutte. Des chanteurs paysans et des personnes venues témoigner sur des cas semblables interviendront au cours de cette fête. En septembre 76, un champ du propriétaire

est ensemencé collectivement par des agriculteurs faisant partie du Comité de défense. Les représentants des autres professions viennent pour apporter leur soutien et montrer la détermination du Comité de défense.

Le Comité de défense va dénoncer dans des journaux spécialement élaborés sur «L'affaire des Marchis», le rôle du tribunal paritaire, de la préfecture et même de la Mutualité Sociale Agricole.

Toutes ces actions vont amener le tribunal paritaire et la préfecture à accorder le maintien en place des fermiers au mois de mars de cette année. Cependant, l'affaire n'en restera pas là, le propriétaire ayant fait appel. Le Comité de défense a donc décidé d'organiser une seconde fête, les 24 et 25 septembre 1977 pour populariser les acquis déjà obtenus et pour mieux se préparer en vue de l'appel.

Le samedi 24 septembre, à Courcôme, sera jouée, par une troupe théâtrale «Village à vendre», pièce montrant les problèmes en milieu rural. Le dimanche 25 septembre, aux Marchis, sur le terrain même du propriétaire, se succéderont chanteurs paysans, interventions sur des luttes, sketch élaboré et joué par des agriculteurs de la région, sur «l'affaire des Marchis», etc.

Le Comité de défense invite donc toute personne solidaire qui lutte contre un pouvoir centralisateur et répressif à la fête des travailleurs les 24 et 25 septembre aux Marchis de Courcôme.

Correspondance de J.P.P., Comité de Défense.

En bref... En bref... E

SOMBRES RECORDS

Au triste palmarès des secteurs professionnels les plus touchés par la crise depuis 1975, on relève, selon des statistiques que vient de publier la CGT, que c'est le secteur de l'habillement qui a le plus pâti des restructurations avec 27 000 suppressions d'emplois en 75 et 76. Viennent ensuite le papier carton avec 10 000 emplois en moins, le Livre avec 15 000 emplois disparus en deux ans... Les prévisions pour les deux ans à venir sont à la mesure de ce sinistre bilan : pour la seule sidérurgie, la CGT estime à

20 000 le nombre d'emplois qui disparaîtront d'ici... 1980.

CGT-SNIAS :
PAS DE NÉGO-
CIATIONS DES
LICENCIEMENTS !

La CGT de la SNIAS refuse par avance toute discussion avec le patronat de l'entreprise concernant les licenciements et toutes les suppressions d'emploi. Cette position a été décidée jeudi par l'ensemble des délégués CGT de toutes les usines de la SNIAS, dix jours avant que ne se tienne la réunion du comité central d'entreprise.

RIBOUD AUX OUVRIERS :
«OCCUPER L'USINE
NUIT À VOS INTÉRÊTS»

«Quelques personnes, dont certaines étrangères à Gervais-Danone France vous exhortent à occuper l'usine, en entretenant l'illusion d'une reprise d'activité future.

«Nous devons vous mettre en garde contre les dangers que vous pourriez courir en répondant à ces exhortations.

«Votre intérêt, bien compris, est donc de retrouver un emploi dans une autre société, si vous n'acceptez pas

une mutation à Gervais Danone France dans une autre région.

«Dans ces conditions, toute action d'occupation ne peut que nuire à vos intérêts, car il est bien certain que beaucoup d'employeurs marseillais seront très réticents pour l'embauche d'un personnel s'étant livré à des actions notoirement illégales et répréhensibles, et ceci, même après un an, lorsque la période d'indemnités Assedic sera terminée.»

LUTTES OUVRIERES

Usinor-Thionville licenciement mutation...

LA LIQUIDATION A MARCHE FORCÉE

● Comme on pouvait s'y attendre, la direction d'Usinor-Thionville a mis à profit la période des congés pour réaliser ses mauvais coups : 183 travailleurs immigrés ont été licenciés. Parmi eux, il y en avait une cinquantaine qui avaient plus de 10 ans d'ancienneté dans l'usine. Ceux

Allons donc ! Parmi les licenciés, il y a un français. Mais les faits sont là. Et il est clair qu'en commençant par licencier les travailleurs immigrés, la direction d'Usinor veut diviser les travailleurs pour empêcher toute riposte unie. Il faut dire qu'elle a été aidée par les campagnes racistes du FLS (Force libérale et sociale), organisation fascisante liée au PR et par FO qui a signé la convention sociale permettant le licenciement des travailleurs « sans attache locale ».

Eviter toute riposte d'ensemble, tel est bien l'un des soucis premiers de la direction d'Usinor, dans la mise en place de la fermeture. C'est pourquoi elle y va progressivement par des mesures individuelles et différenciées. Elle favorise aussi la division parmi les travailleurs. Laisant croire que chacun pourra, en restant tranquille, s'en sortir de son côté aux moindres frais. Elle cherche à se débarrasser des délégués du personnel qui ont été à la pointe des actions menées par les travailleurs de l'usine, en leur proposant en priorité des mutations. Ainsi a-t-elle demandé le licenciement du secrétaire de la section CFDT qui avait refusé trois offres de mutation. Le licenciement a été refusé par le comité d'entreprise. Par contre, ceux qui ont su se montrer « responsables » par rapport à la direction d'Usinor, bien sûr, ils n'ont pas de souci à se faire pour leur avenir.

ET LE 18 DÉCEMBRE ?

Pour l'instant, après les congés, seul le personnel de la forge et de l'aciérie électrique — 750 personnes — a repris le travail. Les travailleurs du haut-fourneau — 450 personnes — qui devaient reprendre le travail à la fin du mois d'août ont eu la mauvaise surprise d'apprendre qu'ils seront mis en chômage jusqu'au 16 septembre, date à laquelle le haut-fourneau redémarrera. Et le 18 décembre, il sera définitivement éteint. Que deviendront alors les 450 travailleurs qui y étaient employés ? La menace des licenciements pèse sur eux. Sont aussi en chômage conjonctuel

d'entre eux qui logeaient au foyer d'Usinor ont été mis en demeure de quitter les lieux. S'ils refusaient de partir, la direction d'Usinor leur retiendrait des indemnités de licenciements. La direction se défend d'avoir voulu établir une discrimination entre français et immigrés !



Il y a loin de la parole aux actes...

actuellement 1 500 travailleurs, dont la direction d'Usinor n'a pas encore pu se débarrasser et qui sont en surnombre dans l'usine. On parle de mise en cessation anticipée d'activité pour les plus de 54 ans. Mais rien n'est encore réglé, puisque cela dépend d'une décision de la SECA. Les autres sont en attente de mutation sur Fos et Longwy : mutation, c'est à dire déqualification, perte de salaire, aggravation des conditions de travail, augmentation du temps de transport. Et puis combien de places à Longwy et à Fos seront effectivement disponibles ? Quelles garanties que les mutations ne se transformeront pas en licenciements internes ?

En résumé, pour les 2 800 travailleurs qui restent encore à Usinor-Thionville, c'est l'incertitude. Si actuellement la direction d'Usinor peut licencier et muter des travailleurs impunément, c'est que le PCF à la tête de la CGT lui a donné un sérieux coup de main. La politique qu'il a menée depuis des mois dans l'usine n'a abouti qu'à semer la division et le découragement chez les travailleurs, et qu'à faire pourrir le mouvement. Encore avant les congés, la seule proposition de la direction CGT était de refuser les mutations ; mais si on ne propose pas aux travailleurs les moyens de riposter collectivement aux licenciements qui suivraient inévitablement.

Qui sont les irresponsables ? Cette question, on peut la poser à ceux-là mêmes qui n'ont pas cessé au printemps dernier de qualifier d'irresponsables les propositions de la CFDT, destinées à renforcer la lutte. On comprend mieux l'attitude du PCF à la tête de la CGT en lisant son dernier tract, diffusé à Usinor : « Usinor est viable et compétitif. Pour cela, les travailleurs doivent s'opposer à ce que les chalumeaux ne s'attaquent aux installations fermées. Celles-ci peuvent être remises en route. La bataille doit être menée tout de suite, sans attendre les échéances électorales de mars 78 afin que, si la gauche est victorieuse en 78, Usinor puisse immédiatement et normalement reprendre toutes ses activités. » Cela veut dire en clair « travailleurs d'Usinor, vous pouvez accepter les licenciements et les mutations en veillant seulement à ce que l'usine ne soit pas démontée ». Le PCF promet que la gauche, si elle arrive au pouvoir en 78, ouvrira Usinor-Thionville. Mais c'est actuellement connu : dès qu'on licencie, les travailleurs ne peuvent pas s'en remettre à des

promesses futures qui dépendent d'une victoire électorale de la gauche. Et qui nous dit que le PCF imposerait la réalisation de telles promesses à un gouvernement de gauche ? On peut en douter en voyant la querelle actuelle entre le PC et le PS. Et puis, même si la sidérurgie était nationalisée, quelle garantie qu'Usinor-Thionville sera réouverte. On ne peut vouloir être à la fois compétitif sur le marché capitaliste mondial, comme c'est la position du PCF, et promettre de réouvrir les installations fermées actuellement par les maîtres de forges. Le PCF a beau présenter son projet de nationalisation de la sidérurgie comme une exigence des ouvriers de cette branche ; on ne peut dire que son projet soulève l'enthousiasme parmi les travailleurs. La preuve : le rassemblement que tenait le PCF le mardi 30 à Paris : celui-ci avait le culot de parler de rassemblement de délégués des sidérurgistes. Mais quand ces délégués ont-ils été choisis par les travailleurs ? En effet, les travailleurs de Thionville ne sont pas au courant.

Correspondant

**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN**
636.73.76.



INFORMATIONS GENERALES

Mardi 6 septembre

MANIFESTATION CONTRE LES EXPULSIONS

À L'APPEL DE L'INTERCOMITÉ
DU MARAIS

L'Intercomité du Marais appelle à une manifestation mardi 6 septembre à 18 h 30 au métro Bastille. Dans un communiqué, il dénonce les brutales expulsions des familles qui occupaient des appartements vides de la rue Saint-Paul.

Au cours de ces expulsions, la RIVP (Régie immobilière de la Ville de Paris) a organisé le sacage des appartements et des immeubles. Pendant plus de quarante-huit heures, le quartier Saint-Paul a subi un véritable état de siège policier, les habitants ne pouvaient pas recevoir des visites et devaient présenter leur carte d'identité pour monter chez eux.

Mardi doit être connu le verdict d'un procès intenté par la RIVP à madame Dodane, une locataire en titre, âgée de 73 ans. La RIVP demande que soit validée la proposition de relogement qu'elle a faite à cette locataire pour pouvoir l'expulser.

L'avocate de madame Dodane a soulevé une question de jurisprudence : la procédure d'expropriation s'appuie sur une ordonnance de justice rendue en 1962. Or, cette ordonnance dépend elle-même du décret d'utilité publique (assainissement de l'îlot Saint-Paul) prévu

pour une durée maximum de cinq ans. Au-delà, il faut demander sa prorogation, ce que n'a jamais fait la RIVP. Pourquoi l'ordonnance pourrait-elle couvrir une durée supérieure à celle fixée par le décret d'utilité publique ? En raison de cette contestation sérieuse, elle a demandé au magistrat des référés de se déclarer incompétent.

A l'occasion de ce procès et de la manifestation, l'Intercomité exige le relogement immédiat dans le quartier des deux familles qui ont refusé leur relogement aux portes de Paris, l'arrêt des expulsions, et la réfection légère des immeubles du quartier du Marais au profit des habitants, dans le respect du caractère populaire du quartier.

Sur cette question de la réfection légère et de la rénovation populaire, l'Intercomité annonce qu'il organisera un référendum les 17, 18 et 21 septembre auquel seront conviés la population et les travailleurs des 3^e et 4^e arrondissements de Paris.

Intercomité du Marais :
7 rue des Lions Saint-Paul
75004 Paris

Permanence tous les jours de 14 h 30 à 15 h 30 et de 18 h 30 à 19 h 30, le samedi de 14 h à 18 h.

Chatenay-Malabry : Bonnet fait l'ignorant

Deux policiers en civil qui tentaient d'arrêter des truands en train de régler leurs comptes dans le quartier de Pigalle à Paris ont essuyé plusieurs coups de feu et ont été grièvement blessés. Vendredi Bonnet, ministre de l'Intérieur a été leur rendre visite à l'hôpital de Lariboisière pour les féliciter. Cette affaire tombait particulièrement bien pour lui, pour faire oublier l'affaire de Chatenay-Malabry. A ce propos, Bonnet a fait l'ignorant, prétendant qu'il n'avait pas eu connaissance du rapport balistique prouvant que le brigadier Marchaudon avait tué de sang froid un homme désarmé. Il a assuré que des sanctions seraient prises si les preuves en étaient apportées. Qu'attendent-ils donc ?

MANIFESTATION DE MOTARDS A PARIS

Plusieurs centaines de jeunes motards ont manifesté vendredi soir sur les Champs Élysées, en moto. Venus des halles de Rungis, où ils tournent sur un circuit improvisé mais dangereux, ils réclamaient un véritable circuit correctement équipé. Plusieurs jeunes motards se sont déjà tués sur le circuit

de Rungis nullement équipé pour la moto.

RENAULT LICENCIE

La Régie démantèle petit à petit son secteur machines-outils. Après les suppressions à la DMO à Billancourt, elle vient de décider de procéder à 40 suppressions d'emplois dans une de ses filiales, les « constructions de Clichy ».

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Usine de retraitement de la Hague

L'ALLEMAGNE FINANCE
L'AGRANDISSEMENT
DE LA POUBELLE
NUCLÉAIRE...
POUR SES DÉCHETS

L'usine de retraitement de combustibles irradiés de la Hague, est la seule du genre à fonctionner dans le monde. Encore faut-il préciser que ce fonctionnement est loin d'être satisfaisant. L'atelier HAO (haute activité oxyde) qui traite les déchets des centrales à eau légère du type de celles qui sont installées ou en cours de construction dans la plupart des pays, a connu plusieurs incidents l'an dernier et un arrêt de plusieurs mois. L'atelier devrait redémarrer début octobre et recommencera à traiter les combustibles venant de France et de plusieurs pays du monde : RFA, Japon, Suède... En effet, le privilège d'être la seule usine en fonctionnement assurée à la Hague de nombreux contrats de la part de pays encombrés par leurs déchets. C'est donc un peu un rôle de poubelle nucléaire mondiale que joue cette usine. A tel point que ses capacités de retraitement et son aire de stockage se révèlent

insuffisants et qu'il va falloir considérablement agrandir.

Le Japon doit signer prochainement un important contrat de retraitement avec la COGEMA, filiale privée du CEA qui exploite l'usine. Ce contrat portera sur le retraitement de 1 600 tonnes de déchets d'ici à 1983, il s'élèvera à plus d'un milliard de dollars.

La RFA pourrait également faire retraiter 1 000 tonnes de déchets à la Hague d'ici à 1983. Elle financerait l'extension de l'usine de la Hague, jusqu'à concurrence de 2,5 milliards de marks. Cette solution permet au gouvernement allemand de se débarrasser momentanément, aux risques et périls des travailleurs de la Hague, du problème du retraitement des déchets. Devant cet afflux de contrats, nul doute que les cadences de travail vont augmenter à la Hague et les conditions de sécurité s'aggraver.

Le budget de la sécurité sociale est excédentaire !

696 MÉDICAMENTS REMBOURSÉS
À MOITIÉ
À PARTIR DU 1^{er} OCTOBRE

● Les caisses de Sécurité Sociale annoncent que leur budget ne sera pas en déficit en 1977. Mieux encore : un excédent de quelques 2,6 milliards de francs est attendu en cette fin d'année. Comment s'explique une telle nouvelle, quand on se souvient du ton quasi-dramatique utilisé encore il y a quelques mois par Barre, Beullac et Veil pour nous expliquer que nous courrions les pires maheurs et que la Sécurité Sociale était au bord du précipice ?

Il y a un an, le gouvernement annonçait un déficit de douze milliards. Puis en avril, le déficit prévu n'est plus que de 400 millions de francs. Comment expliquer des revirements aussi brusques dans l'analyse prévisionnelle d'une des pièces les plus importantes du budget, celui de la Sécurité Sociale ?

LES ASSURÉS
ONT PAYÉ PLUS...

Tout d'abord, les cotisations ont été majorées deux fois, au début de l'année 1976 (de 1,5 %) et en octobre 1976 (de 1,4 %). La dernière hausse des cotisations a rapporté à la Sécurité Sociale l'équivalent de 7 milliards de francs ! En juillet dernier, le gouvernement diminue la TVA sur les produits pharmaceutiques, ce qui allège d'autant le poids des remboursements de médicaments dans le « déficit ».

Les indemnités journalières, quant à elles, ont progressé plus lentement que le coût de la vie (9,8 %).

En outre, par le jeu du plafond, les hausses de salaires, inférieures à la marche de l'inflation ont entraîné des versements exagérés de cotisations à la Sécurité Sociale.

...POUR OBTENIR
MOINS !

L'année écoulée a vu se confirmer la tendance à un ralentissement de la consommation médicale (visites médicales, achats de médicaments), phénomène qui s'explique par la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs qui hésitent de plus en plus à avancer le prix d'une ordonnance (qui ne sera qu'en partie remboursée).

A noter que ce ralentissement n'affecte pas de la même façon les différentes classes. Les cadres sont moins allés à l'hôpital, mais plus chez le médecin et surtout chez le spécialiste. Les familles ouvrières sont allées plus souvent à l'hôpital qui est souvent le dernier recours pour traiter une affection qu'on a laissé traîner (par manque de moyens financiers) en allant voir le docteur au dernier moment. Enfin la part des dépenses médicales est réduite à sa plus simple expression pour un million et demi de chômeurs et leurs familles.

NOUVELLES MENACES
POUR LE 1^{er} OCTOBRE

Le gouvernement se fâte d'avoir versé un milliard et demi sous la forme d'une hausse de l'allocation scolaire de rentrée, somme prise sur l'excédent du budget de Sécurité Sociale. Mais il est resté beaucoup plus discret en cette rentrée, sur la mise en œuvre d'un décret, paru au Journal Officiel du 31 juillet, signé de Simone Veil, décret qui annonce que 696 médicaments ne seront plus remboursés qu'à 40 % à partir du 1^{er} octobre prochain !

Ne seront plus remboursés qu'à moitié les «antifatigue» (vitamines, etc.), les stimulants du système nerveux, les levures (prescrites en cas de prise d'antibiotiques), les médicaments qui agissent sur la vésicule biliaire (très largement prescrits), les dépuratifs, les médicaments «anti-obésité» (anorexigènes) et plus scandaleux encore, les anabolisants, remèdes prescrits pour des problèmes de dénutrition aux vieillards et les anti-anémiques, indispensables à de nombreux convalescents et malades !

Pour faire passer cette mesure, Veil annonce le remboursement à 100 % du plasma, des immunoglobulines et de certains sérums. Mais au total, ce sont de très importantes économies qui vont être faites sur le dos des travailleurs.

En fin de compte, les assurés qui auront payé plus de cotisations, auront en échange moins de services, ce qui revient à faire diminuer brutalement le pouvoir d'achat du salaire différé que constituent leurs versements à la Sécurité Sociale. Telle est l'orientation fondamentale du plan Barre, orientation qui se confirme, malgré quelques mesures démagogiques financées grâce à des sommes extorquées aux travailleurs.

Mais déjà, le vieux couplet est entonné à nouveau : on nous annonce un déficit de 4,8 milliards de francs pour le budget 78 de la Sécurité Sociale.

Pierre PUJOL

Campagne d'information
sur le nucléaire

Face aux inquiétudes des travailleurs de La Hague qui ont mené une longue grève l'an dernier et des habitants des zones d'implantation de centrales, le gouvernement va lancer une «campagne d'informations». Sourdille, secrétaire d'État à la Recherche a visité vendredi l'usine de La Hague et l'a annoncé. Il a prétendu que les rejets radio-actifs à la mer étaient négligeables ce que contredisent plusieurs études montrant la concentration de certains éléments radio-actifs dans le plancton et les moules. Selon Sourdille, statistiquement les dangers d'une centrale nucléaire seraient moins grands que ceux résultant de l'élargissement d'une route départementale !

Sourdille a également annoncé l'organisation de journées portes ouvertes des centrales.

Identification des tueurs
de l'Ardèche. Leur piste
passerait par
une communauté
de l'Ardèche

Les policiers auraient identifié les tueurs de l'Ardèche et reconstitué leur itinéraire à la suite d'un témoignage. D'après la police les tueurs auraient été hébergés dans une communauté agricole de l'Ardèche au hameau du Troynas. Un des membres de la communauté Pierre Conty, est recherché par la police, il srait accusé d'avoir hébergé les gangsters.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



Médicaments de plus en plus chers et de moins en moins remboursés

Police privée allemande
dans les grands magasins
lyonnais !

Les grands magasins ont recours de plus en plus souvent à des surveillants pour se prémunir contre le vol, certains vont même jusqu'à exercer eux-mêmes leur propre police, en dehors de toute légalité. Impressionné probablement par les méthodes allemandes, le directeur de Jelmoli, un grand magasin du centre commercial de la Part-Dieu de Lyon avait embauché un couple de détectives allemands : M et Mme Walter S.

Le 18 août, Mme Michallon, femme d'un ancien conseiller municipal de la banlieue de Lyon fait des achats à Jelmoli en compagnie d'une amie. Soudain le couple policier

allemand l'interpelle et lui intime l'ordre de les suivre, par geste car ils ne parlent pas français. Mme Michallon accompagnée de son amie les suit dans un local où elle tente de s'expliquer, en vain. Elle est finalement contrainte de laisser l'inspectrice allemande la déshabiller et la palper, éplucher minutieusement ses papiers personnels et débiller les paquets qu'elle avait achetés dans un autre magasin. Après une heure, et l'intervention d'un interprète Mme Michallon est relâchée. On lui a depuis expliqué qu'une cliente l'aurait vu dérober quelque chose au rayon bijouterie. Le directeur du magasin lui

a offert de la dédommager en échange de son silence.

Mais Mme Michallon a saisi le procureur de la République, une enquête va être ouverte.

BAC
PLUS FACILE

Le bac 78 plus facile à passer. Il suffira pour être reçu d'avoir une moyenne de 10 sur 20 à l'écrit et non 12 sur 20 comme précédemment. Les candidats qui auront entre 8 et 10 auront la possibilité de choisir deux des sujets sur lesquels ils seront interrogés à l'écrit.

L'amidopyrine et
le cancer

L'amidopyrine, substance médicamenteuse largement répandue dans la gamme des médicaments «anti-douleurs» prescrits, est suspectée d'entraîner la formation d'un produit réputé cancérigène, la diméthylnitrosamine, selon l'Office suisse de contrôle des Médicaments. Malgré cette indication certains laboratoires pharmaceutiques ont maintenu l'amidopyrine dans la formule de leurs produits et le Service Central de la Pharmacie Française garde toujours le silence...

POLITIQUE

Élections sénatoriales

des vocations de sénateurs

Dimanche, dans 28 départements français, ainsi que dans trois colonies à statut de «département» (les DOM), des élections vont avoir lieu. Il s'agit, pour les conseillers municipaux, de désigner les «grands électeurs» qui, le 25 septembre, avec les députés et les conseillers généraux, désigneront les nouveaux sénateurs. C'est le tiers du Sénat qui sera ainsi renouvelé, puisque les représentants à cette chambre, élus pour neuf ans, sont renouvelables par tiers, tous les trois ans.

Neuf ans... bien plus qu'une législature! Nos brillantes sangsues n'ont pas manqué d'y songer. A quelques mois des législatives, dont on sait qu'en cas de victoire de la gauche, et en dépit des nombreux reclassements qui se sont déjà opérés, elles apporteront un renouvellement important du personnel politique, on voit naître beaucoup de vocations subites de sénateurs. Celles d'actuels députés, d'actuels ministres, qui ne le seront sans doute plus après mars 78. Ils partent à la conquête d'une sinécure, qui — il y a bien de quoi rêver — pourra durer neuf ans.

Aussi voit-on aujourd'hui Fourcade, ministre de l'Équipement, Monory, ministre de l'Industrie, de l'Ar-

tisanat et du Commerce, Poncelet, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, Taittinger, secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, et avec eux, beaucoup d'autres, se présenter aux suffrages, n'hésitant pas à provoquer ainsi, peut-être, un remaniement ministériel, puisqu'en cas d'élection, ils devront choisir entre leur mandat de sénateur tout neuf ou leur poste de ministre...

Du fait du mode de désignation du collège électoral (élu par les conseillers municipaux), les nouveaux élus représenteront la poussée de la gauche aux dernières municipales. Mais comme il ne s'agit que d'un tiers de ses membres, l'orientation de la chambre haute ne devrait pas s'en trouver fondamentalement modifiée.

Les élus de l'actuelle majorité pourront donc en toute quiétude renforcer le bastion de la fraction bourgeoise de droite, et faire bloc pour faire face aux «attaques» d'une éventuelle chambre «de gauche»...

Et puis, en neuf ans, il peut se passer bien des choses, par exemple, la faillite d'un gouvernement «de gauche», et le retour d'une majorité «de droite»... et de ses ministres.

GRANDES MANOEUVRES CONTRE QUI ?

L'armée française effectue, depuis vendredi, de nouvelles manœuvres dans l'Eure et Loire. Cette opération, intitulée «Demeter», est une grande manœuvre «en terrain libre», ce qui rend assez ironique le choix de ce nom : Demeter est en effet le nom du dieu Grec de l'agriculture ; or, on peut facilement imaginer ce que risque de causer comme dégâts aux cultures le déferlement de plus de mille véhicules, quatre mille hommes pendant plusieurs jours !

Le thème de la manœuvre n'a pas été précisé.

LE CDS ET LA VULGARISATION

Abondance de biens ne nuit pas, après le manifeste du Parti Radical, celui de la droite. Nous aurons droit prochainement à la plate forme du Centre des Démocrates Sociaux éditée en livre de poche. Elle nous propose la radieuse perspective d'une France où «les sacrifices seront partagés... une

démocratie authentiquement vécue».

LES «LARGESSES» DU CNPF

Fidèle à son habitude démagogique, le CNPF demande aux chefs d'entreprise d'accorder des assouplissements d'horaires le jour de la rentrée (jeudi 15 septembre) pour les mères de famille «qui souhaiteraient accompagner leurs très jeunes enfants à l'école».

Mitterrand fait sa rentrée politique

«PROGRAMME COMMUN, OUI PROGRAMME COMMUNISTE, NON»

● Interrogé vendredi sur France Inter, Mitterrand qui faisait sa rentrée politique a axé, en dépit de ses protestations, l'essentiel de son discours sur l'état des relations à l'intérieur de l'union de la gauche.

Ayant voulu faire la preuve de son sérieux de gestionnaire, par une démonstration truffée de chiffres sur l'état actuel de l'économie, il a

Voilà donc posé le cadre — apparent — du débat des prochains mois : «Le programme de la gauche ? Oui. Actualisé ? Naturellement ! Il doit être actualisé par rapport à la dépréciation du franc... Faut-il traiter de choses nouvelles ? Je veux bien. Mais nous faire dire le contraire du programme commun de la gauche, ou pousser le programme commun de la gauche au-delà des limites de cinq ans, cela n'est pas raisonnable».

LES POINTS A NEGOCIER : UN «OUI»... QUATRE «NON» !

Mitterrand a donc fait le tour des «divergences». Sans oublier de souligner au passage qu'il y en avait beaucoup moins avant le retour de Georges Marchais à Paris. Elles se sont en effet peut-être multipliées depuis qu'il a repris les choses en mains par rapport à sa délégation, qui en somme, avait été relativement conciliante.

Quels sont donc les points sur lesquels le PS est prêt aujourd'hui à lâcher du lest ? Sur la question du SMIC, Mitterrand a affirmé : «Nous proposons que le SMIC soit porté à 2 200 francs minimum sous l'entière caution du gouvernement de la gauche». Il semble donc que sur ce point, un compromis avec le PC puisse être trouvé, puisque le chef du PS parle désormais d'un «minimum». Mais par contre, pas question d'envisager un resserrement de l'éventail des salaires de 1 à 5. «Cela n'est pas réalisable et donc, c'est démagogique. C'est très difficile et à la limite, est-ce excellent ?» Mitterrand renvoie donc à l'ère d'un gouvernement de la gauche, l'examen de cette question.

Sur la question des nationalisations, là encore, c'est un refus. Mais détail, un refus qui pourrait être négociable. «Entre négocier la banque plus neuf grandes entreprises, et parler comme le fait le PCF de nationaliser plus de 1 400 entreprises, je pense que ça peut-être plus précis

précisé «lorsque nous avons signé le programme commun, c'était en 1972, ce n'était pas avant la crise». Selon lui, les propositions du PCF aujourd'hui viennent d'une incompréhension de la gravité de cette crise : alors que les socialistes comptent sur une croissance de 5 % pour permettre la réalisation des «mesures sociales», le PCF, lui, envisage beaucoup plus, ce qui n'est pas raisonnable».



Un regard perçant dirigé vers l'avenir

«QUE LA LUMIÈRE SOIT» !

C'est sous ce titre que, comme à son habitude depuis l'ouverture de la querelle PS-PCF, René Andrieu commente les propos de Mitterrand. Il estime que «les propositions socialistes commencent à émerger du brouillard dans lequel elles avaient tendance à se cacher modestement jusqu'ici». Pour lui, «Mitterrand a admis hier qu'il existait des divergences sérieuses entre (les) propositions (du PCF) et les siennes (...)».

Et Andrieu de se lancer dans le rabachage de ces «divergences». Le ton, s'il a perdu de sa virulence, n'en est pas moins piquant ; c'est le cas par exemple, de la réponse aux propos de Mitterrand sur les libertés : «Nous n'acceptons pas le mauvais procès qu'il nous fait d'une manière feutrée à propos des libertés. Dans ce domaine il ne nous paraît pas désigné pour nous donner des leçons et nous pourrions si cela devenait nécessaire en administrer la preuve d'une manière claire».

que de dire simplement non» et «on peut négocier entre 9 et 1 400, mais si c'est 1 400, je dis non, ce n'est pas négociable». Et Mitterrand d'évoquer une éventuelle nationalisation de la sidérurgie, quand «nous, socialistes, évoquons une politique à long et à moyen terme».

Quant à la question du «rapport Kanapa» sur la Défense nationale, c'est un non franc et net, et un non «qui n'est pas négociable» : «le PCF propose une bombe atomique dénuée de dissuasion et qui détruirait nos alliances».

Sur ce point, le PS ne transigera pas.

En résumé sur cette question, Mitterrand affirme : «Le programme commun de gouvernement de la gauche ? Oui ! Le programme communiste ? Non !».

Et c'est bien, en effet, de cela qu'il s'agit. Et c'est cela qui sera encore au cœur du débat dans l'«Union» de la gauche d'ici les prochaines élections : deux interprétations différentes d'un programme commun, où Mitterrand, qui s'est encore efforcé, pour sa

rentrée politique, de parler en futur-chef-de-gouvernement, devra faire la preuve de sa capacité à maîtriser son partenaire, qui a un peu trop tendance, aux yeux de la bourgeoisie actuellement au pouvoir, à élever la voix pour mettre en place son projet de capitalisme d'État. D'où la fermeté des propos sur le salaire des cadres par exemple, ou les nationalisations.

L'UNION RESTE NÉCESSAIRE

Rassurer, oui. Mais le Parti Socialiste ne se sent pas encore assez fort pour faire cavalier seul. Là encore, Mitterrand s'est efforcé de donner l'apparence de la clarté. En mettant son partenaire en garde contre ce qu'il a appelé des «procès d'intention» : «Il faut faire attention aux procès d'intention. C'est avec les procès d'intention qu'un certain nombre de régimes ont mal tourné, c'est-à-dire que c'est avec les procès d'intention qu'ont été mises en péril les libertés fondamentales». Et d'affirmer : «Georges Marchais laisse supposer qu'au mois de mars prochain, nous voudrions gouverner sans le PC. Mais notre démarche n'aurait aucun sens. Nous aurions eu tous les inconvénients de l'union et aucun des avantages». Il faudra donc arriver à un accord en septembre. Mais Mitterrand est resté très évasif sur la date.

Emouvant Mitterrand ! «Qui pourrait imaginer» a-t-il dit, que celui qui parlait sur France-Inter n'a pas été, depuis douze ans, depuis quinze ans, celui qui a toujours cru à l'union de la gauche ? A l'entendre, «ces socialistes, ils sont passionnément épris de l'union des forces populaires» et passionnément épris de gouverner avec leurs partenaires du PCF. Ils sont surtout épris de ce que, comme «tout le monde le sait», le PS doit être très nombreux au lendemain des élections au Parlement, et «sans doute le principal responsable dans une coalition de gauche», coalition dans laquelle, le ton de Mitterrand le prouve, ils entendent bien aujourd'hui être maîtres du jeu.

Débat Fourcade-Rocard

ACCORD SUR LE FOND

C'est sur les antennes d'Europe n° 1 que Fourcade et Rocard avaient décidé de se taquiner vendredi soir.

Bien sûr, les propositions faites de part et d'autre — si tant est que Fourcade en ait faite — divergent sur la question de la relance de la consommation pour relancer la production, mais ce n'est certes pas une divergence de fond. Par ailleurs, sur la hiérarchie et la fiscalité, autres points à l'ordre du jour, peu de choses séparent les deux hommes. A propos de la hiérarchie, Rocard parlant écart de salaires et Fourcade écart de revenus, ce dernier s'est payé implicitement le luxe de proposer, finalement, une amplitude moins large !

Fourcade s'est même payé le luxe de rendre

hommage au programme commun version 72 mais « qui n'est plus d'actualité puisque la crise du pétrole n'existait pas encore et que la « crise monétaire » ne faisait que débiter ».

Rocard n'a pas relevé cette convergence entre le ministre de Giscard et les appréciations portées par le PCF sur la première version du programme commun !...

A vrai dire, ce débat se caractérisait par la courtoisie qui est de mise dans une discussion entre deux technocrates du capitalisme. Faut-il un peu plus ou un peu moins de fiscalité, une hiérarchie un peu plus large ou restreinte, etc. Assurément, les deux hommes apparaissent bien comme de la même école.

François MARCHADIER



Ce qu'ils ont dit

Michel Rocard : *Ce qui fait le malheur français, c'est le degré d'injustice de la société (...). «Le resserrement de la hiérarchie devrait pouvoir se situer (...) entre 1 et 7 ou 1 et 9 (...).»*

Jean Pierre Fourcade : *On peut dire (...) que l'écart entre les plus bas revenus et les plus élevés s'est beaucoup réduit depuis plusieurs années (...). Ma proposition chiffrée c'est qu'à la fin de la prochaine législature, nous devrions arriver à un éventail des revenus (et non pas un éventail des salaires, car cela me paraît beaucoup plus important) situé entre 1 et 10 (...).*

M.R. : *(Les cadres) sont plus soucieux d'association vraie à l'acte de produire, à l'orientation, à la construction du destin de l'entreprise que simple. Le SMIC sera quand la gauche arrivera au pouvoir*

aux environ de 1 900 F ou quelque chose du genre. Le passage à 2 200 F représente donc une augmentation de l'ordre de 15 à 17 ou 18 %.

J.P.F. : *Conserver en 77 ce qui constituait un des éléments fondamentaux du programme commun de 72 (époque où il n'y avait pas de drame en matière pétrolière et où la crise monétaire ne faisait que commencer), à savoir que l'on peut impunément, par une augmentation des salaires, relancer la demande et maintenir l'économie en état de compétition vis-à-vis de l'étranger, relève honnêtement de mon point de vue d'une méconnaissance absolue des conditions actuelles de l'économie française et du monde tel qu'il est (...).*

MR : *J'ai personnellement de l'estime pour vous monsieur Fourcade, mais j'ai choisi la bataille des humbles dans ce pays et sur les grands choix du pays (...).*

Le Parti Républicain en campagne

SOISSON ACTUEL ET VÉRIDIQUE

Soisson s'en va-t-en guerre. Pour les droits de l'homme et du citoyen. Il l'a dit ! Il l'a même écrit ! «*Nous serons dimanche le 4 septembre. C'est l'anniversaire de la proclamation de la République.*» A cette occasion, le parti républicain fera coller partout des dizaines d'affiches. Des affiches qui nous diront : «*Les droits de l'homme. Défendons-les. Deux milliards d'hommes les ont déjà perdus.*»

Dérision ! Le plan Barre fait eau de toute part, la «majorité» est incapable, avec toutes ses «contributions» mises bout à bout, de donner le jour à autre chose qu'un manifeste creux, partout en France, les travailleurs sont ré-

primés, et c'est avec ceci que ces messieurs espèrent se rendre encore, pour quelque temps, crédibles et honorables : une proclamation vieille de deux cents ans, les droits de l'homme !

Soisson affirme : «*Les droits de l'homme ne sont pas menacés en France, ils sont menacés dans le monde. 77 est l'année des prisonniers politiques. C'est celle d'Honolulu où le congrès des psychiatres a réaffirmé son attachement à la liberté individuelle.*» Mais 77, c'est aussi l'année de Creys-Malville, où les forces de l'ordre ont assassiné, démontrant ainsi brillamment le respect que l'on a en France des libertés collec-

tives. C'est celle où des nervis du patronat ont assassiné à Reims. Celle où le policier qui a tué, à Chatenay-Malabry, n'a toujours pas été inquiété.

Non. L'objet de cette campagne — à quelques mois, encore une fois, des législatives — c'est essayer de donner un peu de souffle à la majorité qui en a bien besoin, de justifier, peu importe comment, l'«originalité» du PR. Et puisqu'il s'appelle «républicain», pourquoi pas, n'est-ce pas, en brandissant 89 ?

Le but poursuivi par cette campagne, s'éclaire d'ailleurs brusquement quand on sait que Soisson ne désespère pas d'associer des socialistes à sa

campagne ; en tout cas, il leur a envoyé tous les dépliants flamants neufs imprimés à cet effet. Diviser la «gauche» sur le thème des libertés ne doit pas être très difficile dans la période, mais il est douteux que le PS à la veille de conclure le deuxième programme commun, s'affiche ouvertement avec le parti de Soisson.

Tout ce battage sur les libertés, dans la bouche de Soisson, prend une drôle de résonance quand on se souvient que c'est précisément à Auxerre, la ville dont Soisson est le maire, qu'est morte Mireille Bressolles précisément parce que la mairie lui avait ôté la liberté de travailler !

«Gaullistes de progrès»
et union de la gauche
Gallet jase

Constatant qu'un «débat public a été amorcé cet été entre les partenaires de l'Union de la gauche sur la question de défense nationale et d'orientation diplomatique de la France», Dominique Gallet, délégué national des gaullistes de progrès, écrit ce matin dans le *Quotidien de Paris* : «*Les gaullistes de progrès, qui ont engagé avec les partis de gauche un dialogue sur ces questions essentielles, apprécient que le débat ait lieu.*» Et de prendre à partie le Parti socialiste, en l'accusant d'«occulter les vrais problèmes : «*On se croirait revenu au temps où les dirigeants de la SFIO condamnaient les actes anti-impérialistes de la diplomatie Gaulliste, dénonçaient le retrait de la France de l'OTAN, ... comme une dangereuse diplomatie «isolant» la France et «faisant le jeu» de Moscou.*»

Et Gallet s'engage lui aussi dans la polémique, aux côtés... des révisionnistes : non, une politique d'indépendance nationale ne mène pas à l'autarcie ; non, la stratégie de dissuasion nucléaire tous azimuts n'équivaut pas au ralliement de la France au Pacte de Varsovie.

Et Gallet conclut : «*Pour préserver le socialisme en France, l'union de la gauche devra restaurer notre indépendance nationale pour dégager les voies d'une diplomatie française non-alignée, qui seule, peut apporter à notre pays les amitiés et les solidarités indispensables à la réussite de son expérience.*»

Quand les rats quittent le navire, c'est que le naufrage est proche. Pour que Gallet et les siens cherchent avec cette ardeur à se retrouver dans l'union de la gauche, il faut vraiment que la majorité fasse eau de toute part.

En bref... En bref... E

PC/PS :
ÉPISE

Encore une «attitude préjudiciable aux intérêts de l'union dont elle remet les principes en cause». Cette fois, c'est le maire socialiste de la commune de Vallauris, qui a pris, à l'encontre d'un employé municipal, une mesure de mutation, mesure «discriminatoire et anti-démocratique» selon le PCF. Accusé par lui de «collusion avec la droite», le PS proteste violemment. A suivre !

- AUTO-
SATISFACTION

Dans une interview qu'il a accordé au Dauphiné Libéré, Lecanuet se dit satisfait du résultat des «rapprochements» des partis de droite : «*Nous nous sommes efforcés de rassembler la majorité ; nous y sommes quasiment parvenu ; il ne reste au premier ministre qu'à achever cette réunion et à désigner clairement les objectifs d'action pour les prochaines législatives.* Voilà qui ne va faire plaisir ni à Servan Schreiber, ni à Chirac !

SUR LA PISTE
DE DIJOND

«*On constate en ce moment la présence de plus en plus importante sur le territoire national de travailleurs immigrés qui ont bénéficié de l'aide au retour.*» C'est ce que s'est permis de déclarer le D' Kiffer, député de Metz, qui a en outre demandé au ministère du travail «*quels sont les moyens de contrôler effectivement le départ des travailleurs immigrés bénéficiant de l'aide au retour et comment les empêcher de revenir en France ?*»

DISSONANCES

«*Divergences profondes dans le Var, au sein de l'union de la gauche, à propos des sénatoriales. L'accord n'y a pas été respecté lors des dernières municipales, et le PS se voit accusé de l'intention de priver le PCF d'un siège, «ce qui serait grave.*»

Même son de cloche fêlée dans la Haute-Vienne, où le PS a refusé d'accéder à la demande du PCF d'appliquer la proportionnelle pour la désignation des grands électeurs.

Congrès mondial des psychiatres

LA RÉPRESSION PSYCHIATRIQUE

● Le congrès de l'association mondiale de psychiatrie s'est terminé sur la condamnation des «abus systématiques de la psychiatrie à des fins politiques en Union Soviétique». C'est donc la condamnation au niveau mondial d'une pratique qui fait partie intégrante du système de dictature fasciste instauré par la bourgeoisie russe.

Mais, à Honolulu, cette condamnation n'a recueilli que 90 voix contre 88 et cela pose de graves questions sur où sont les limites entre la psychiatrie telle qu'elle peut être pratiquée et la répression politique. Il a fallu, pour que cette faible majorité se dégage, une énorme accumulation de preuves irréfutables. Lors du précédent congrès, en 1971, à Mexico, Vladimir Boukovski avait fait parvenir aux congressistes un document intitulé «Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition». Cela lui valut des années de prison. Il y établissait par des témoignages indiscutables quel rôle jouait la psychiatrie en URSS. Les psychiatres ignorèrent le problème et n'en discutèrent même pas. Depuis, le psychiatre Gluzman a été envoyé en camp de concentration

pour avoir réfuté point par point les expertises du KGB à l'encontre de Grigorenko. Depuis, Pliouchtch a raconté en détail dans ses mémoires les méthodes employées pour l'enfermer dans l'enfer psychiatrique de Dniepronetrovsk, et les conditions qui étaient faites aux «malades», en fait aux prisonniers. Depuis il y a eu une telle avalanche de révélations dues à la volonté opiniâtre des opposants soviétiques de faire connaître ce qui se passe chez eux, que nul et surtout pas un psychiatre ne peut l'ignorer. Ce n'est qu'au prix des efforts développés par les opposants soviétiques que cette condamnation du bout des lèvres a été obtenue. Parmi ces efforts citons le document — dont nous publions ici des extraits — préparé par Podrabinek qui offre une vision d'ensemble de la «médecine répressive». Pour cela il est aujourd'hui menacé d'arrestation.

S'ils n'ont pu garder le silence sur la psychiatrie de Brejnev, pourquoi les psychiatres réunis à Honolulu l'ont-ils gardé sur les camps de concentration sud-africains ? Craignent-ils de se fâcher avec le gouvernement qui livre des Africains baptisés «malades mentaux»

comme esclaves à la compagnie Smith Mitchell, financée par la Standard Bank d'Afrique du Sud et la Chase Manhattan Bank ? Pourquoi n'ont-ils dit mot de l'Argentine, du Chili ? Qu'ils n'aient pas examiné ces questions lors de leur congrès laisse mal augurer du devenir de la décision de procéder à des enquêtes sur les abus psychiatriques, la plus positive des décisions prises.

Et qu'en est-il pour la France ? La loi de 1838 laisse aux préfets la possibilité de faire enfermer en hôpital psychiatrique quiconque menace, selon lui, les personnes et les biens ; et c'est lui qui décide de la remise en liberté. De telles lois n'ont pas connu de condamnation à Honolulu ou ailleurs. Et pourtant le champ d'application, aujourd'hui limité, de cette loi peut s'étendre demain, selon les besoins de la bourgeoisie. L'approfondissement de la crise pose l'éventualité d'un recours plus important aux moyens de répression mis en réserve parmi lesquels la loi de 1838. Ce qui s'est passé à Honolulu, par ses limites ne garantit pas que les psychiatres refuseront de jouer le rôle de geôlier que leur réserve cette législation.

Un cas de répression psychiatrique à Paris

Tandis que s'achevait le Congrès mondial de psychiatrie, à Paris passait en procès Claude Serbonnet. Le 23 décembre, à Paris, il avait pris en otage des agents de la Compagnie aérienne sud-africaine pour protester contre la situation des prisonniers politiques en Afrique du Sud. Arrêté par la police, il est très violemment tabassé. Pendant un mois, il fait la grève de la faim, pour obtenir le statut de prisonnier politique. Quand il stoppe sa grève, le juge ordonne une expertise psychiatrique. Comme chaque jour, dira-t-il à son procès, il est conduit auprès du médecin. Celui qu'il rencontre ce jour-là pose des «questions tellement aberrantes» que Serbonnet lui demande la raison de telles questions. En apprenant qu'il est en face d'un psychiatre, Serbonnet refuse de répondre à toute question autre que celles portant sur son état civil, car, dit-il au docteur, «mon geste n'a rien à voir avec la psychiatrie, c'est un acte politique». Parce qu'il adopte cette attitude, il est déclaré malade mental et envoyé à Sainte Anne. Le juge rend une ordonnance de non-lieu, et Serbonnet est condamné à rester enfermé dans une cellule de l'hôpital jusqu'à ce qu'il soit guéri, alors qu'aucun soin médical ne lui est donné. Il restera enfermé cinq mois jusqu'à ce que l'ordonnance de non-lieu soit levée et qu'il puisse comparaître en procès. Il sera condamné à seize mois de prison dont huit avec sursis. Les cinq mois passés à Sainte Anne ne sont pas décomptés dans la peine !

La loi de 1838

Ce «cas» n'est pas unique. Des affaires ont éclaté (Burmans, Péguin, Blériot...) qui toutes ont mis en accusation la loi de 1838, toujours en vigueur, qui permet notamment au préfet et même au commissaire de police et au maire d'envoyer en asile psychiatrique qui lui paraît compromettre l'ordre public ou la sécurité des personnes. Tous les six mois, un rapport est rédigé par le médecin de l'établissement. C'est le préfet qui, selon le rapport, décide ou non la libération du détenu.

Cette loi, pour n'avoir qu'une application relativement limitée actuellement, permet cependant à tout moment une application plus large, dont les commissaires de police, les maires et les préfets sont les seuls juges.

DOCUMENT SAMIZDAT

«LA MÉDECINE RÉPRESSIVE»

«Les abus de psychiatrie pour des motifs de répression sont fréquents en URSS. Actuellement il y a au moins 1 000 personnes emprisonnées dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux pour des motifs politiques plutôt que médi-

caux. Un nombre encore plus élevé sont enfermés dans les hôpitaux psychiatriques ordinaires. Beaucoup de ces derniers ne sont pas même des dissidents, mais de simples gens qui ont été enfermés après être entrés en conflit

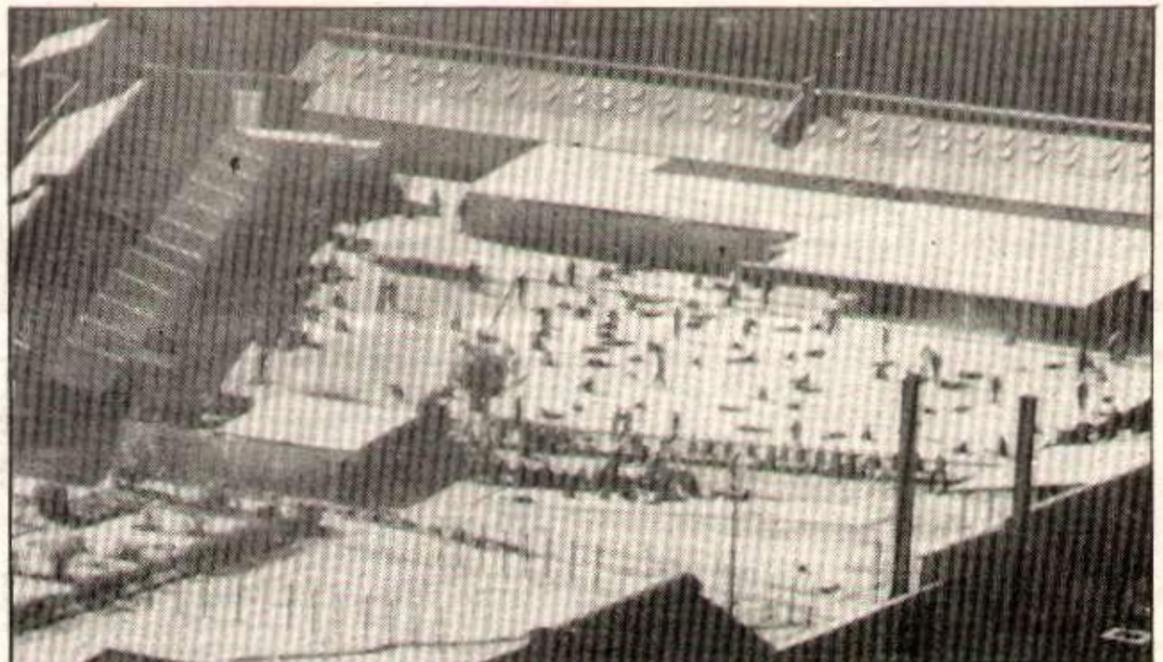
avec les autorités économiques et gouvernementales locales (...)

En 1961, une «directive sur l'hospitalisation urgente des individus malades mentaux représentant un danger pour la société»

était publiée (mais distribuée seulement aux psychiatres et aux officiels). Elle permet le mauvais usage arbitraire de la psychiatrie au niveau local dans tout le pays. A partir du milieu des années 60, de nouveaux hôpitaux psy-

Afrique du Sud

LES CAMPS DE CONCENTRATION PSYCHIATRIQUES



Cette photo représente l'asile de Randwest Millsite. Il y a quatorze camps comme celui-ci en Afrique du Sud dans lesquels la Smith Mitchell Compagny emploie les malades mentaux ou prétendus tels. A Randwest, il y a 1 500 femmes certaines sont là depuis la création du camp en 1963, il y a au total plus de 9 000 personnes ainsi transformées en esclaves. Elles ne sont pas censées guérir un jour.

Elles travaillent de 5 h 30 du matin à 5 h 30 du soir. Elles fabriquent des vêtements, des draps,

des nattes. Des fils de fer barbelés entourent le camp et des gardiens armés surveillent les malades. Ceux qui ont besoin d'un traitement sont envoyés à l'hôpital voisin où leur sont administrés des électro-chocs sans anesthésie. «C'est trop cher, trop lent et trop dangereux. Les Africains semblent plus sensibles aux effets des anesthésiants et puisque nous soignons plus d'Africains que de blancs nous devrions doubler notre personnel si nous utilisions des anesthésiants» dit le chef de l'hôpital psychiatrique.

Par Grégoire CARRAT

chiatriques spéciaux étaient édifiés pour permettre une utilisation plus systématique de l'internement forcé (...).

La procédure civile est utilisée quand une arrestation n'a pas de fondement légal ou quand les autorités voient un inconvénient à procéder à une arrestation et un procès criminel. Un psychiatre local peut ordonner que la personne soit arrêtée et enfermée. Dans la journée, elle doit être auscultée par une commission de trois psychiatres, avec l'accord desquels l'internement peut être maintenu. La victime n'est pas accusée de crime mais maintenue en détention sous prétexte qu'elle est «dangereuse». Les règlements de l'internement civil sont vagues et facilitent l'internement abusif (...).

Le diagnostic des dissidents en bonne santé mentale en URSS ne dépend pas des particularités de la théorie médicale soviétique ou du point de vue personnel de chaque psychiatre. De tels diagnostics sont établis pour appliquer les ordres des organes de sécurité d'Etat. Il n'y a aucun doute que l'Institut Serbski de Psychiatrie à Moscou a des liens étroits avec le KGB... Le défunt Dr Daniel Lunts (qui jusqu'à récemment était à la tête de la quatrième section, chargée des cas politiques, et qui est mort en 1977) a été vu en uniforme de colonel du KGB. De même, selon certains témoignages, le directeur de l'institut, le docteur Georgy Morzov, a le rang de général. La dépendance politique de tels psychiatres est rendue claire par le texte de leurs diagnostics dans les cas politiques, et par leurs déclarations aux prisonniers politiques. Par exemple, en 1972, Vaclav Sevruk, sociologue qui a donné des informations au samizdat de Moscou «Chronique des événements actuels» s'est vu attribuer le diagnostic de «manie du marxisme et de la recherche de la vérité» et sur cette base a été condamné à un internement sévère. Nadezha Gaidar a été enfermée dans un hôpital psychiatrique ordinaire de Moscou en 1976 après avoir déposé une plainte au bureau du procureur. Le psychiatre responsable a refusé d'établir un diagnostic mais ordonna l'internement temporaire de Gaidar pour le motif qu'elle avait une «dépression nerveuse due à sa recherche de la justice»...

«Si, pour une quelconque raison, il refuse de répondre aux questions, cela peut être considéré comme «autisme» (refus total du monde extérieur).»

La définition fondamentale de la maladie mentale selon la psychiatrie soviétique est «l'inadaptation sociale». Cela est discutable en principe, et quand cela est appliqué à la lettre, c'est l'alibi idéal pour considérer comme malades mentaux des dissidents qui pour des rai-

Podrabinek : la médecine répressive et le KGB

Le document dont nous publions ici des extraits a été mis au point par un travailleur de Moscou, Podrabinek, au terme d'une étude de trois années. En janvier 1977, il créait à Moscou une «commission de travail pour enquêter sur l'utilisation de la psychiatrie dans un but politique». En mars, la version définitive de son manuscrit était confisquée par le KGB. Il choisissait alors d'envoyer une version incomplète pour sauver une partie de son travail.

C'est la plus complète des études sur la psychiatrie répressive en URSS. Elle démontre les mécanismes en s'appuyant sur des centaines de cas. Elle démontre que la répression psychiatrique est une pièce essentielle de la dictature fasciste en URSS. Elle montre également que cette forme de répression prend une importance de plus en plus grande depuis 1961.

sons morales ne se soumettent pas à l'environnement politique du pays.

Le flou de la terminologie et des concepts en usage constant en psychiatrie soviétique offre également de larges possibilités à la médecine répressive. On peut prendre comme exemple les règles données aux psychiatres dans les règlements civils sur l'emprisonnement sévère, qui prévoient une interprétation large de la part des psychiatres qui les appliquent. Les recommandations comprennent un avis selon lequel les symptômes de la maladie mentale pouvant justifier l'internement «peuvent être accompagnés par une conduite apparemment normale et la dissimulation...».

Pour un psychiatre soviétique expérimenté, la conduite de la personne arrêtée n'a pas d'importance : il peut interpréter n'importe quel comportement comme anormal. Si elle proteste et exige le respect de ses droits légaux, les psychiatres sont à même d'interpréter cette attitude comme un «délire de la chicane».

«Si, pour une quelconque raison, il refuse de répondre aux questions, cela peut être considéré comme «autisme» (refus total du monde extérieur).»

(D'après la version abrégée diffusée par Amnesty International. L'œuvre intégrale sera publiée ultérieurement)

En Espagne

CRISE GOUVERNEMENTALE

C'est un climat de crise politique à Madrid qui a forcé le premier ministre à écarter la tournée qu'il faisait en Europe pour promouvoir la candidature de l'Espagne à la CEE. Il s'agit d'une crise à l'intérieur de son gouvernement et de son parti : l'UCO (Union du Centre Démocrate) qui peut laisser présager une redistribution des cartes au sein de la bourgeoisie espagnole.

Le parti de Suarez est une coalition électorale hétéroclite mise sur pied au dernier moment autour du premier ministre pour capitaliser les votes conservateurs, faire pièce à l'extrême-droite de Fraga, et limiter la progression de la gauche. Cette coalition comprenait des anciens membres du Mouvement franquiste, dont Suarez était dirigeant, mais aussi des représentants de près d'une quinzaine de petits partis «libéraux» et «indépendants».

Aujourd'hui, des failles apparaissent dans ce parti et dans le gouvernement : désaccords sur l'amnistie, sur la politique économique, sur l'autonomie de la

Catalogne. Certains membres du parti de Suarez semblent tentés par une alliance avec le PSOE. En effet, le parti de Felipe Gonzalez, disposant du soutien politique et financier de la social-démocratie allemande, a fait une montée rapide qui s'est concrétisée par un succès électoral qui en fait le deuxième parti espagnol. Il serait mieux à même de faire payer la crise économique aux travailleurs. C'est d'ailleurs ce que conseillait vendredi l'éditorial du journal *El País* qui a servi de révélateur à cette crise gouvernementale : «Nous devons tous prendre des risques et le PSOE et l'UCD doivent se partager le pouvoir. A eux deux, ils réunissent 65% des voix et ils ne peuvent rester insensibles à ce fait». De même, le président des Cortes, de Miranda (démocrate chrétien) conseille un gouvernement de coalition nationale.

Mais le PSOE, s'il n'a jamais exclu sa participation au gouvernement, n'entend pas cautionner la politique de Suarez et entend accéder au pouvoir en position de force. Il ne



Suarez préoccupé par les divisions actuelles au sein de son gouvernement.

répond donc pas à l'appel d'une partie des «centristes». Il prend actuellement prétexte d'un cas de répression dont a été victime (par erreur), un député socialiste pour faire une campagne pour la démission du ministre de l'Intérieur.

Quant au PCE, espérant, lui aussi, tirer les marrons du feu, il réclame un «gouvernement de toutes les forces démocratiques», bien que le PSOE, qui n'est lié par aucun accord avec le parti de Carrillo, ait déjà fait savoir qu'il ne gouvernerait pas avec lui.

Rhodésie : la publication du plan Anglo-américain

Après la rencontre du ministre britannique des affaires étrangères anglais Owen, l'ambassadeur américain Young et de Ian Smith, le gouvernement britannique a rendu public son plan de paix. Selon celui-ci, une force spéciale des Nations Unies prendrait position en Rhodésie qui ferait appliquer un cessez le feu. Une administration provisoire serait installée avec à sa tête un commissaire résident britannique. Celui-ci déjà nommé serait un vétéran des guerres coloniales, qui dirigea la répression des combattants du Kenya. Il prendrait la tête de toutes les forces armées de Rhodésie, aussi bien l'armée raciste que les troupes de libération. Le maintien de l'ordre serait assuré par la police de Smith.

Cette administration serait chargée de préparer des élections au suffrage universel, moyennant quoi l'indépendance serait accordée six mois plus tard sur la base d'une constitution établie à Londres et à Washington. Le nouvel Etat devrait prendre en charge toutes les dettes de la Rhodésie.

C'est un plan qui laisse aux racistes leur armée intacte et qui de plus ferait payer aux Africains les dettes contractées par les racistes pour organiser leurs massacres !

Après Senghor, Houphouët

Après Senghor, qui avait conseillé à la France de «ne pas se décourager» dans sa politique en Afrique Australe, c'est le président de la Côte d'Ivoire, Houphouët Boigny qui a défendu la France, affirmant qu'elle ne soutient pas l'Afrique du Sud. Il est bien mal placé pour en juger puisqu'il y a quelques années, quand le régime raciste de Vorster avait entrepris une «ouverture» en direction des pays africains, c'est avec Houphouët qu'il avait pris contact en premier.

Pakistan

Ali Bhutto, ancien premier ministre, qui avait été gardé à vue après le coup d'Etat militaire vient d'être à nouveau arrêté par les militaires qui ont actuellement le pouvoir.

France-RFA

Giscard a téléphoné pendant une demi-heure à Schmidt pour discuter d'une coordination de leurs politiques économiques. Un envoyé personnel de Giscard doit se rendre à Bonn la semaine prochaine.

En bref... En bref... En bref... En bref...

PALESTINE OCCUPÉE

La presse israélienne a révélé le plan gouvernemental d'établissement de nouvelles colonies dans les territoires occupés : 17 colonies, 9 en Cisjordanie, 6 dans le Golan, 2 dans le Sinaï doivent être installées avant la fin de l'année. 10 autres sont déjà décidées pour les quatre prochaines années.

Par ailleurs le ministre de la colonisation élabore un plan qui doit être soumis au gouvernement. Des dizaines de milliers de colons devraient être installés en Cisjordanie.

De son côté le secte Goush Emounim a annoncé qu'elle installera d'ici la fin de l'année douze nouveaux kibboutzim en Cisjordanie.

ETATS-UNIS

Le chômage parmi les jeunes noirs atteint le chiffre record de 34,8%. Le taux de chômage global avoisine 6,9%.

AFRIQUE DU SUD

Les capitaux étrangers commencent à fuir

l'Afrique du Sud : 649 millions de rand ont quitté l'Afrique du Sud. Le chiffre d'affaires a baissé de 6% au cours de l'année 1976-1977 par rapport à l'année 75-76. Le rythme de la production est en déclin. Le volume du commerce et de l'industrie a baissé de 5,5%, 4% pour l'industrie de transformation. 137 compagnies ont fermé en juin pour cause de faillite contre 96 en juin de l'année dernière.

INTERNATIONAL

Corne de l'Afrique

Après le voyage de Siad Barre à Moscou

OBSTACLES AUX MANOEUVRES DE BREJNEV

● La visite du président somalien Siad Barre à Moscou s'est bornée à un «échange de points de vue», sans publication de communiqué commun. Brejnev n'a pas rencontré Siad Barre. Depuis que, au début de cette année, l'URSS a entrepris de soutenir militairement le régime de Mengistu en Éthiopie alors même qu'elle continuait à prendre en charge l'armement et la formation de l'armée de Somalie, il semblait inévitable que ses différends avec le gouvernement somalien, aillent croissants, bien que Siad Barre ait répété qu'il ne prendrait pas l'initiative de la rupture. Le social impérialisme désireux de renforcer son ingérence dans cette région, a donc été incapable d'imposer son «arbitrage» dans le conflit qui oppose la Somalie et l'Éthiopie au sujet de l'Ogaden.

Depuis le mois de juillet, les guérilleros du Front de Libération de la Somalie Occidentale ont lancé une importante offensive avec le soutien de l'armée somalienne. Ils ont pris le contrôle de plusieurs localités et d'une grande partie du pays, coupant le chemin de fer qui relie Addis Abeba, capitale de l'Éthiopie, au port de Djibouti. Ce conflit est devenu un conflit entre États ; le gouvernement somalien a accusé le régime de Mengistu de combattre la guérilla à l'aide de «milliers de soldats étrangers», faisant allusion aux conseillers cubains qui encadrent les milices éthio-

l'oppression du régime d'Hailé Selassié. Après la chute de celui-ci, cette lutte a continué, la junte du DERG, refusant tout droit et toute autonomie aux Somalis d'Ogaden.

De son côté, le gouvernement de Siad Barre a maintenu l'objectif de la réunification des Somalis qui se trouvent dans les territoires d'Éthiopie, du Kenya et de Djibouti. Mais il ne mettait pas en avant ses revendications dans l'immédiat et ne menaçait pas les pays voisins. C'est l'intervention massive de l'URSS soutenant politiquement et militairement le régime de Mengistu dans

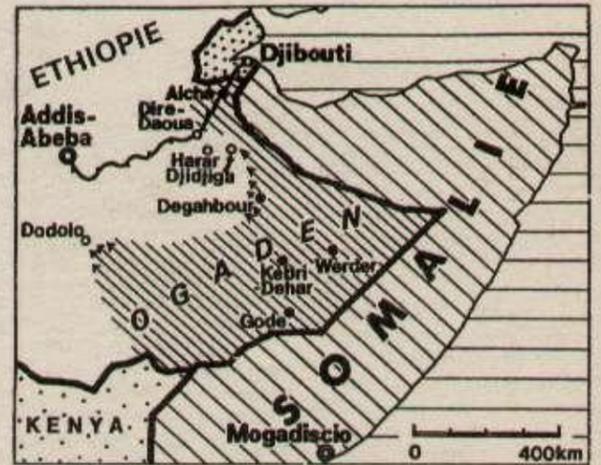
acceptera de négocier le conflit territorial qui nous oppose afin de lui trouver une solution conforme aux vœux de la population somalie d'Ogaden ?»

Craignant de se trouver isolé par l'état soviétique, Siad Barre s'est engagé dans un soutien actif à la guérilla pour mettre en avant les intérêts de la Somalie. Il a été encouragé par les pays arabes (Arabie Séoudite, Égypte) qui veulent contrer l'ex-

pansion de l'URSS dans la région et fournissent une aide importante à la Somalie pour lui donner une alternative aux liens avec l'URSS.

UN ARBITRE INTÉRESSÉ

Voulant profiter d'un conflit que son intervention alimentait, l'URSS a voulu imposer sa «médiation», et étendre ainsi son ingérence. Il s'agissait sans



doute de relancer le projet d'une fédération dite «socialiste» des pays de la Mer Rouge, englobant Somalie, Éthiopie, Yémen du Sud et Djibouti, que Castro avait proposé en mars. Un tel regroupement devait permettre à l'URSS de contrôler la Mer Rouge et le détroit de Bab el Mandeb. Mais aujourd'hui, ces rêves hégémoniques ont fait faillite.

Après le retour de Siad Barre en Somalie, une

contre-offensive de l'Union soviétique se prépare. Les États Unis et les gouvernements occidentaux ont refusé de fournir des armes à la Somalie tant qu'elle serait impliquée dans le conflit de l'Ogaden. La tension dans la Corne de l'Afrique risque de s'aggraver encore, d'autant plus que les nouvelles tentatives de médiation africaines, comme celle de Madagascar, semblent donner peu de résultats.

J.P. CHAMPAGNY

Carnet de voyage en Somalie

par Jean-Paul GAY

Sur l'aérodrome à Hargeisa...

A l'extrémité de la Corne d'Afrique, la Somalie : au bord de l'Océan Indien, au débouché de la mer Rouge, une position stratégique convoitée par les super-puissances, une nation qui aspire à consolider son indépendance.

Jean Paul Gay a effectué il y a quelques mois en République Démocratique de Somalie une enquête pour le Quotidien du Peuple. Il nous donne ici un aperçu sur la réalité de ce pays que l'actualité a projeté sur le devant de la scène.

Dans le nord montagneux de la Somalie, Hargeisa, une petite ville à 300 kilomètres de Djibouti. Sur l'aérodrome, attendant d'embarquer pour MOGADISCIO, un groupe de techniciens soviétiques en casquettes, goguenards, rient à la vue d'employés somaliens qui poussent à la force des bras, de lourds chariots à bagages, vers la piste d'envol.

Quelques heures plus tard, dans la capitale, nous retrouvons les mêmes «bons apôtres» en casquettes, beaucoup plus nombreux cette fois, dans les hôtels, les bâtiments publics, ou sur les plages. Après l'arrivée au pouvoir des militaires avec Siad Barre, en 69, ils sont venus toujours plus nombreux, envoyés par leur gouvernement. Les soviétiques installés dans les entreprises et dans les ministères voulaient faire passer leur présence pour «indispensable», à la faveur des efforts entrepris par le nouveau régime pour développer la Somalie. «Dans les années qui ont suivi l'indépendance en 1960, la Somalie ce n'était qu'un drapeau ; depuis 1969, c'est un pays en pleine construction». C'est ce langage que me tenaient des jeunes de Djibouti, admiratifs devant le gigantesque effort accompli depuis 74 par la Somalie pour sauver sa population nomade d'une sécheresse catastrophique. Au cœur de la capitale, dans les quartiers en surplomb des artères



«L'auto-assistance» : hommes et femmes volontaires pour l'aménagement de la capitale.

du centre, logés dans des baraques en tôles, des familles ont conservé en pleine ville, ce qui reste de leurs troupeaux. Comme pour rappeler que plus de la moitié des 5 millions d'habitants de la République Démocratique de Somalie, vivent encore en marchant au rythme des saisons, portant leurs huttes en peau de chameaux, à la recherche de pâturages pour les bovins, les moutons, les chèvres ou les chameaux, leurs biens quasi uniques.

Dans la même ville, les édifices publics se multiplient, des hôpitaux sont en construction. Depuis l'ouverture de la faculté de médecine en 73, le nombre d'étudiants augmente chaque année ; avant cette date, ils faisaient leurs études en Europe et, fréquemment, y restaient.

De construction récente aussi : des usines de produits alimentaires pour la consommation locale. Dans les rues, les vendeurs de KHAT, plante hallucinogène, cette drogue de la misère, qui était consommée ici comme à Djibouti ont presque disparu ; pas d'interdiction officielle mais, un prix dissuasif : jusqu'à l'équivalent de 10 kg de viande pour quelques feuilles. Parmi les réalisations qui modifient la physio-

nomie de la capitale : un stade de 50 000 places, construit avec l'aide de la Chine, l'aménagement du port avec la participation du Marché Commun. En effet, parallèlement à la forte présence soviétique, une certaine diversité des relations économiques et politiques, a été maintenue, que la participation à la Ligue Arabe, depuis 74, est venue confirmer.

Surtout l'objectif de «l'auto-assistance», de la satisfaction des besoins des Somaliens par les Somaliens eux-mêmes, objectif énoncé dans les discours officiels dès le début des années 70, a connu un début de mise en œuvre. L'envoi une année entière de tous les étudiants, parmi les paysans et les nomades, pour les alphabétiser, la réécriture dans la langue nationale de tous les ouvrages scientifiques, la mobilisation des fonctionnaires, comme de toutes les couches de la population, pour qu'ils aident de leurs mains les nomades touchés par la sécheresse ou qu'ils participent à la lutte contre la progression des dunes de sable, les débuts d'une industrie de transformation des denrées agricoles, sont quelques traits marquants de cette tentative d'«auto-assistance».

(à suivre)

L'Ogaden

La nation somalie, très homogène par sa langue, sa culture et son histoire, a été démembrée au XIX^e siècle par les colonisateurs anglais, italiens et français en même temps que par la conquête de l'Ogaden par l'empereur d'Éthiopie Menelik. Celui-ci avait participé aux traités qui ont consacré le partage de la région de la Corne à la fin du siècle dernier. Depuis, la population somalie de l'Ogaden s'est constamment révoltée contre l'oppression chauvine de l'empire éthiopien. En 1960, quand est créée la République Démocratique de Somalie, celle-ci inscrit dans sa constitution la nécessité de récupérer les «territoires occupés». En 1961, le mouvement de guérilla, qui avait combattu avec force dès 1952, se développe à nouveau en Ogaden.

La situation en Ogaden débouche sur un conflit entre la Somalie et l'Éthiopie en 1964, conflit qui se termine par la victoire des troupes d'Hailé Selassié.

piennes. La tentative de conciliation entreprise par l'Organisation de l'Unité Africaine en août a échoué : l'O.U.A. refusant de reconnaître le FLSO et de le laisser participer aux négociations, la Somalie s'est retirée de la commission de conciliation.

RÉSURGENCE D'UN CONFLIT

Comment expliquer la brusque résurgence de ce conflit ? L'Ogaden, comme toutes les régions contrôlées par l'Éthiopie où existent des minorités nationales, a été le théâtre d'une résistance populaire contre

sa guerre contre le peuple d'Érythrée, qui a gouverné inquiet le gouvernement somalien et l'a conduit à changer de position ; d'autant plus que l'armée somalienne reste largement dépendante de l'URSS par le biais des milliers de conseillers soviétiques et de la fourniture en armes et en munitions par l'URSS. En mai dernier, Siad Barre déclarait : «Nous sommes parfaitement disposés à patienter encore. Après tout, nous l'avons bien fait pendant plus de quatre-vingts ans. Mais qui donc nous garantit qu'une fois son régime consolidé, son armée renforcée, Mengistu

Samedi 3 septembre

TF 1

- 15 h 20 - Les secrets de la Mer rouge
- 14 h 05 - Restez donc avec nous :
- 14 h 10 - Mission impossible
- 15 h 00 - Et maintenons jouons
- 16 h 00 - Pachyderme story
- 17 h 15 - Les Harlem Globe-Trotters
- 18 h 40 - Magazine auto-moto
- 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre. *Le coût de la rentrée scolaire*
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Adieu mes quinze ans
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Numéro Un. *Sophie Desmarests*
- 21 h 30 - Sergent Anderson
- 22 h 25 - Sports
- 23 h 30 - Journal et fin

A 2

- 15 h 00 - L'aube de l'histoire
- 15 h 55 - Athlétisme : première coupe du monde
- 17 h 10 - Des animaux et des hommes. *Les insectes*
- 18 h 05 - La télévision en Super 8
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Les enquêtes du commissaire Maigret : L'amie de Madame Maigret
- 22 h 05 - Questions sans visage
- 23 h 05 - Juke box : *Van Morrison*

FR 3

- 20 h 00 - Les animaux chez eux. *L'Islande*
- 20 h 30 - Les noces de Figaro. *Opéra de Mozart, d'après l'œuvre de Beaumarchais. Direction musicale : Théodor Guschlbauer*
- 23 h 15 - Journal et fin

Dimanche 4 septembre

TF 1

- 14 h 10 - Guerre et Paix, *Film*
- 15 h 40 - Direct à la une
- 17 h 25 - Le trésor des mers du sud
- 18 h 55 - Adieu mes quinze ans
- 19 h 15 - Les animaux du monde
- 19 h 45 - Journal
- 20 h 30 - Le drapeau noir flotte sur la marmite
- 21 h 50 - Cyclisme, championnat du monde sur route

A 2

- 15 h 00 - Le cirque Knie
- 15 h 55 - Nitro, *Film*
- 17 h 25 - Soif d'aventure, *Derniers survivants du lac Titicaca*
- 17 h 50 - Abracadabra
- 18 h 35 - Shazzan
- 18 h 55 - Tom et Jerry
- 19 h 00 - Stade 2
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Jeux sans frontières
- 21 h 55 - Bouquet de ronces, *série*
- 22 h 50 - Cyclisme sur route, championnat du monde
- 23 h 30 - Journal

FR 3

- 20 h 05 - Lassie
- 20 h 30 - L'homme en question, *Jean-Louis Servan-Schreiber*
Frère de Jean-Jacques, il est directeur du journal économique L'Expansion
- 21 h 30 - Ciné-court
- 22 h 30 - Cinéma de Minuit, cycle J.L. Mankiewicz
L'aventure de Madame Muir (1947) version originale sous-titrée avec Gene Tierney et Rex Harrison. Comédie fantastique : une jeune veuve vit seule dans une maison, au bord de la mer. Elle rencontre le fantôme du capitaine Daniel Gregg...

Lundi 5 septembre

TF 1

- 17 h 45 - Visage du Canada
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Adieu mes quinze ans
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Les plus belles années de notre vie, *film américain de William Wyler (1946). Trois soldats américains rentrent chez eux, à la fin de la guerre de 1939 - 1945.*
- 23 h 20 - Journal et fin

A 2

- 18 h 10 - Vacances animées.
- 18 h 45 - Flash d'information
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Métro-mélodies
- 21 h 40 - A la recherche d'Elie Faure
- 22 h 50 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Scènes de la vie de province
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Opération Crossbow, *film anglais de Michael Anderson (1965). Film de guerre.*
- 22 h 20 - Journal et fin

A propos du congrès mondial de psychiatrie

"La raison du plus fort"

Un livre de Bernard de Fréminville au «Seuil-combats»

Le congrès mondial de psychiatrie se termine. Après bien des hésitations et à une faible majorité, les psychiatres ont condamné les pratiques de leurs confrères soviétiques qui internent les opposants politiques et les soumettent à la torture raffinée des traitements psychiatriques les plus barbares. Les psychiatres occidentaux ont ainsi fait preuve de leur libéralisme et améliore, espèrent-ils, leur image de marque devant l'opinion mondiale.

Il reste cependant qu'en dehors même des «bavures» que sont les internements arbitraires, la psychiatrie est la plupart du temps non pas une thérapie des maladies mentales, mais un moyen de répression aux mains du pouvoir capitaliste.

Les hôpitaux psychiatri-

ques se sont constitués à la naissance du capitalisme, on enfermait les vagabonds, ceux qui refusaient de venir travailler dans les fabriques. Progressivement, cette pratique de l'enfermement s'est parée d'arguments pseudo-scientifiques. Dans «*La raison du plus fort*», Bernard de Fréminville, lui-même ancien interne des hôpitaux psychiatriques, apporte la démonstration claire et étayée de la persistance sous des formes différentes, modernes, du même pouvoir absolu du psychiatre sur le malade mental. La description des moyens de torture, tous parés de profondes théories médicales est hallucinante, de la cage à la camisole de force en passant par le fauteuil rotatoire et la suffocation. Les psychiatres ont été aussi loin que les tortionnaires de l'inquisition, ceux-ci invoquaient la raison divi-

ne, ceux-là invoquent la science et la normalité.

Aujourd'hui, les choses ont un peu changé, les méthodes sont un peu moins barbares, encore que les brutalités soient couramment pratiquées dans plus d'un hôpital psychiatrique. Les neuroleptiques et les drogues chimiques ont remplacé la camisole et l'électrochoc. Mais ces méthodes sont pareillement l'exercice d'un pouvoir total du psychiatre et de l'institution sur le malade, considéré comme totalement dénué d'esprit. On assiste actuellement à un retour en force, dans tous les sens du terme, des méthodes musclées et de la technique comportementale dont «*Orange Mécanique*» donne une idée. Cette méthode consiste, par stimulations électriques ou divers autres moyens, à réduire le symptôme de la maladie, sans

prendre en considération la maladie elle-même.

Le pouvoir des psychiatres s'exerce au nom de la science. Rien n'est pourtant aussi éloigné de la science que la psychiatrie pratiquée dans la plupart des hôpitaux. L'empirisme total règne, les psychiatres ne savent pas par quels mécanismes opèrent leurs traitements, ne compte pour eux que de contenir la folie, la faire taire de force. N'est-il pas symptomatique qu'en 150 ans de psychiatrie «scientifique», celle-ci n'ait pratiquement pas progressé dans la connaissance de la folie. A vrai dire, cette question ne l'intéresse pas, le pouvoir lui suffit. C'est ce que le livre de Bernard de Fréminville met à jour à partir de l'analyse des méthodes psychiatriques.

Serge LIVET

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

58^e épisode

Je monologuais presque. Arezki m'écoutait, approuvait, marchait en regardant droit devant lui. Plusieurs fois, il me demanda si j'étais fatiguée. Je cherchais ce qui pourrait accrocher son attention. Il acquiesçait à tous mes propos. Je lui racontai la réunion de la Grange aux Belles.

— Si vous allez dans les meetings, dit-il, vous aurez des ennuis.

Je l'interrompis, lui parlai d'Henri, de Lucien, de l'Indochine, je brassai rêves et vérités. Je n'arrêtais plus de parler. Nous marchâmes jusqu'à la Porte de Pantin. Il regarda sa montre.

— Vous n'avez pas peur de rentrer seule? Il est huit heures.

— Mais non.

— Je suis obligé de vous quitter ici. Mais je reste avec vous jusqu'à l'arrivée de l'autobus.

— Vous repartez comment?

— Par le métro.

— Vous n'êtes pas ennuyé le soir par des contrôles de police?

— Ça arrive, dit-il.

Nous attendîmes sur le refuge. Arezki devait gelotter. Il se tenait raide, les mains dans les poches et regardait au-delà de moi. Quand le bus approcha, il sortit une main et me la tendit.

— Merci, dit-il. Vous êtes gentille. A demain. Je rentrerai fatiguée, affamée, et mécontente. Le lendemain, Arezki se comporta avec moi

comme il en avait l'habitude. Je ressentis quelque dépit qu'il ne me marquât pas plus d'amitié. L'avais-je déçu? Mais j'étais satisfaite que personne ne nous ait vus ensemble ce soir-là.

Au vestiaire, j'observais les nouvelles. Le premier jour, elles avaient travaillé en sandales et blouses ternes. Mais le voisinage des hommes les rendit plus coquettes. L'une avait apporté une blouse rose, l'autre avait mis des barrettes brillantes dans les cheveux, l'autre encore des mules fleuries.

Elles arrivaient le matin, maquillées et coiffées, et réussissaient, dans la journée, à s'isoler pour remettre du rouge. Il y avait là quelque chose qui dépassait la coquetterie : une parade, une défense instinctive contre un travail qui finissait par vous clochardiser. Le rouge des ongles recouvrait le plus souvent de la crasse; leurs cheveux sales s'ornaient de velours; elles pou-

draient la sueur grise de leur peau. Je revois ma voisine dans ce vestiaire, une femme de trente-cinq ans, pas belle, ridée, obligée par le règlement à se vêtir d'un treillis de coutil décoloré, et qui, pour conduire un Fenwick, gardait ses escarpins.

Dans cette volière, je me sentais très isolée. Néanmoins, je subis la contamination et retrait, des premières économiques, l'argent d'une blouse. Je l'achetai bleue, gansée de blanc, pas plus longue que le mollet.

Je me souvins seulement le jeudi matin de l'invitation de mon frère. Tiens, c'est bon signe. C'est comme une épine qui se retire tout doucement, sans trop déchirer.

Il s'en était fiché une autre. Arezki semblait m'éviter. Les journées me semblaient plus longues et m'étaient plus pénibles.

J'arrivai chez Lucien à huit heures. Henri était déjà là, il me serra très fort la main. Anna s'informa si je prendrais du café. Lucien grogna bonsoir. Sur la table, il y avait des livres qu'Henri avait apportés. Avec mon frère ils discutèrent passionnément de la situation. Ils se heurtaient souvent. Henri essayait de montrer à Lucien ses contradictions et celui-ci, buté, obstiné, s'enfermait alors dans le silence. Anna, assise sur le bord du lit, caressait sa toison en les regardant tour à tour. Je m'endormais et je regrettais mes petits plaisirs égoïstes, ma torpeur d'avant le sommeil.

A suivre

LE NUCLEAIRE EN QUESTION

Par Eric BREHAT et Serge LIVET

● L'été 1977 restera celui des manifestations contre le programme nucléaire du pouvoir. Un problème qui n'était alors débattu que par une fraction limitée de la population : les habitants des régions touchées par les implantations de centrales, les travailleurs du nucléaire et une partie du mouvement écologique, ce problème s'est trouvé après la manifestation de Malville beaucoup plus largement débattu.

Le pouvoir redoutait la manifestation du 30 juillet à Malville contre Super-Phénix. Il a tout tenté pour justifier son projet, pour déconsidérer les écologistes et finalement il a frappé de la façon la plus brutale. Giscard à la veille des manifestations est intervenu personnellement pour défendre son programme électro-nucléaire au nom de l'indépendance nationale, de l'emploi, de la croissance et de la défense de l'environnement. En même temps il donnait le feu vert au préfet Janin pour qu'il lâche CRS et gendarmes mobiles sur les manifestants. On connaît la suite : un mort, tué par l'explosion d'une grenade offensive, deux manifestants mutilés également par l'explosion de grenades offensives et plus d'une centaine de blessés. Relayant la police, la justice a poursuivi la répression en condamnant 6 manifestants à des peines de prison ferme après une mascarade de procès. Face aux légitimes inquiétudes et au refus justifié d'un programme dangereux, le pouvoir a montré qu'il n'admettait pas, autrement que par des enquêtes d'utilité publique bidons, l'expression du point de vue des masses. Mais désormais la question du nucléaire est largement posée.

A ce débat que les manifestations de l'été ont posé, nous voulons contribuer dans une série d'articles.

Pour se faire nous exposerons de manière simple les points qui nous paraissent essentiels et nous donnerons la parole à des organisations qui luttent contre le programme nucléaire, à des techniciens du nucléaire avec lesquels nous débattions de tous les problèmes posés par l'utilisation de l'énergie nucléaire et par la croissance de la consommation d'énergie. Ce débat est ouvert, contribuez en nous exposant votre point de vue, en écrivant ou en téléphonant au *Quotidien du Peuple*.

La question du nucléaire n'est pas seulement une question technique et le débat sur le nucléaire ne doit pas se réduire à un débat technique. C'est une question politique qui tou-

che aux grands choix économiques et politiques, à la façon dont sont prises les décisions, au contrôle des travailleurs sur l'économie...

Il est important cependant de connaître les données techniques de base, données qui servent d'alibi au gouvernement et à l'EDF pour imposer leurs décisions sans la moindre consultation des intéressés. Les mobilisations contre les centrales nucléaires ont montré que les travailleurs parvenaient à maîtriser les connaissances relatives à l'énergie nucléaire pour contester la propagande officielle et les pseudo justifications apportées par l'EDF et le gouvernement.

Nous tenterons d'exposer l'essentiel de ce qu'il faut savoir dans ce domaine, le plus clairement possible : cycle du combustible, fonctionnement des différentes centrales, les différents dangers...

Le difficile démarrage de Fessenheim

Sur la base d'interviews de techniciens et de travailleurs du nucléaire, nous verrons les problèmes posés par l'abandon de la filière française, ses raisons, les incidents de démarrage de la centrale de Fessenheim.

de pollution radio-active est celle des déchets. Faut-il ou non les retraiter, où en est-on dans la solution des problèmes posés par les déchets de longue durée, nous en discuterons avec des travailleurs de La Hague et de Marcoule.

Pièce maîtresse dans le programme gouvernemental, la centrale Super-Phénix est la solution proposée, face au risque d'épuisement de l'uranium, car elle fonctionne au plutonium et en produit plus qu'elle n'en consomme. Nous aborderons les dangers particuliers à cette filière et les perspectives tracées par EDF pour l'an 2000. A propos de Super-Phénix et des manifestations contre sa construction nous donnerons la

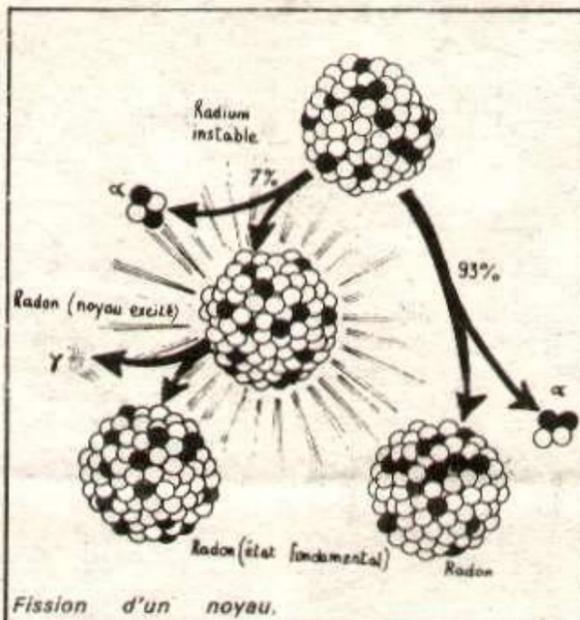


parole aux comités Malville de la région de Grenoble sur les perspectives de la lutte anti Super-Phénix, et plus largement du mouvement anti programme nucléaire après les manifestations de l'été.

Nucléaire et croissance

Le programme nucléaire s'insère dans le cadre de la croissance énergétique. Consommant toujours plus d'énergie, la France comme tous les pays industrialisés doit faire face à des problèmes d'approvisionnement. Un des arguments en faveur du nucléaire est qu'il n'y a pas d'autre moyen d'assurer l'approvisionnement énergétique dans l'avenir, en raison de l'épuisement des énergies fossiles (charbon, pétrole). Certains écologistes estiment que le recours au

chercheurs de l'Institut d'Etudes Juridiques et Economiques de l'Université de Grenoble. Et nous verrons ce que propose dans ce domaine le PCF. A quelles conditions pourrait-il être envisagé de recourir au nucléaire afin d'assurer l'indépendance énergétique ? Nous refusons le programme électro-nucléaire du gouvernement, mais il n'est pas possible aujourd'hui de se prononcer sur l'utilisation du nucléaire après le passage au socialisme.



nucléaire n'est pas nécessaire car la croissance de la consommation d'énergie peut être stoppée. Cet argument mérite qu'on s'y arrête : peut-on, dans une société socialiste, stopper la consommation d'énergie tout en assurant une amélioration continue de la satisfaction des besoins sociaux, dans le cadre de l'indépendance nationale ? Quelle pourrait être la politique énergétique d'une France socialiste ? Existe-t-il des alternatives au nucléaire et à la dépendance énergétique ? Nous en débattons avec des

La réponse à cette question ne peut être donnée qu'à l'issue d'un véritable débat, par les masses. Tout le monde parle aujourd'hui de débat, de dialogue, y compris l'EDF et Giscard d'Estaing, eux qui ont imposé, jusqu'à ce jour toutes les décisions en matière nucléaire sans le moindre débat. Qu'entendent-ils par consultation ? Débat parlementaire ou au sein d'instances sans pouvoir de décision, enquête d'utilité publique de pure forme... Il faudra préciser en positif la manière dont une France socialiste l'aborderait.

ELEMENTS SUR LE NUCLEAIRE

Il est nécessaire pour comprendre les mécanismes de l'énergie nucléaire de présenter des éléments de base sur la structure de la matière.

Tous les corps de la nature sont composés d'atomes. Chaque atome est formé de trois sortes de particules.

- Les protons, particules porteuses d'une charge électrique positive.
- Les neutrons qui ont la même masse que les protons et ne portent pas de charge électrique.
- Les électrons, 2 000 fois plus légers que protons et neutrons porteurs d'une charge électrique négative.

Au centre de l'atome, 10 000 fois plus petit que l'atome se trouve le noyau composé de nucléons serrés les uns contre les autres. Les nucléons sont les protons et les neutrons. Autour du noyau gravitent à très grande vitesse les électrons. Dans un atome il y a autant d'électrons (négatifs) que de protons (positifs) l'atome est donc neutre électriquement.

Les propriétés chimiques des atomes sont définies par leur nombre de protons ; il y a 90 éléments chimiques dans la nature et 13 éléments créés artificiellement. Les atomes qui ont le même nombre de protons mais un nombre différent de neutrons sont appelés isotopes. Ils ont les mêmes propriétés chimiques mais des propriétés physiques et nucléaires différentes.

Dans le noyau, des forces de cohésion et des forces de répulsion agissent : entre les protons existent des forces de répulsion car ils sont chargés d'électricité positive. Des forces de liaison supérieures assurent la cohésion de l'assemblage nucléaire. La stabilité d'un noyau atomique est fonction du rapport entre neutrons et protons. La grande majorité des atomes existant dans la nature sont stables. Mais certains isotopes, et les atomes créés artificiellement sont instables, c'est-à-dire que la force de liaison de leur noyau est insuffisante à maintenir la cohésion.

Lorsqu'un noyau instable se scinde en deux noyaux par suite d'une fission, il y a dégagement d'énergie, l'énergie qui était en trop dans le noyau initial.

Dans une centrale nucléaire, on provoque délibérément la fission des atomes d'uranium 235, à un rythme bien plus rapide que ce qui se passe naturellement, en augmentant l'instabilité du noyau fissile (susceptible de se fissurer). Pour cela, on lui fait absorber un neutron supplémentaire. Une fois démarrée, la fission se poursuit d'elle-même, chaque fission libère en effet un neutron qui est susceptible de fissurer un autre noyau fissile.

Ce phénomène de fission des noyaux produit une énergie considérable sous la forme de particules en mouvement. Un gramme d'uranium 235 pourrait fournir la même énergie que la combustion de 2,5 tonnes de charbon. Cet avantage n'est pas sans inconvénient car les particules radioactives, en raison de la formidable énergie dont elles sont porteuses peuvent modifier la matière organique, perturber les cellules vivantes et notamment provoquer des cancers.